

VICHY FACE AUX IMPOSTURES

Réponse à Jean-Marie Cavada



*Que ceux qui m'accusent et prétendent
me juger s'interrogent du fond de leur
conscience pour savoir ce que, sans
moi, ils seraient peut-être devenus.*

Philippe Pétain

VICHY FACE AUX IMPOSTURES

Réponse à Jean-Marie Cavada

La télévision (tout comme les journaux et la radio) ment, travestit et déforme la réalité. Ce n'est pas une nouveauté. Mais s'il est utile de le rappeler régulièrement, il est encore plus utile de le prouver par des exemples précis.

Le 24 septembre 1997, la chaîne France-3 a diffusé la célèbre émission présentée par Jean-Marie Cavada : *La marche du siècle*. Le sujet — original — était : « Vichy et les Juifs ». Il avait été choisi dans le cadre du procès Maurice Papon qui devait s'ouvrir quelques jours plus tard.

Les mytères de la psychologie juive

En guise d'introduction, nous pûmes voir un court documentaire consacré à Jacqueline Pinède, juive de Bayonne dont la famille s'était, durant l'Occupation, réfugiée à Oradour-sur-Glane. Son père, sa mère et sa grand-mère moururent dans la tragédie du 10 juin 1944. Au cours de son entretien sur le plateau avec J.M. Cavada, J. Pinède nous montra notamment l'étoile jaune qu'elle portait pendant la guerre.

Personnellement, je suis toujours surpris en contemplant ces gens soucieux de garder les objets qui évoquent, chez eux, des souvenirs très douloureux. Si, demain, des autorités étrangères anticatholiques me contraignaient à porter un insigne distinctif et si, après-demain, cette obligation tombait, je m'empresserais de jeter cet objet et d'oublier ces

heures sombres. Je connais des Normands qui ont perdu un ou plusieurs membres de leurs familles dans les bombardements anglo-américains de 1944 : je connais des hommes qui, fait prisonniers en 1940, ont vécu plusieurs années dans les stalag allemands : je connais enfin quelques Allemands dont des proches ont eu à subir l'assaut des Russes en 1944-45. Dans toutes ces familles, la période 1940-1945 est taboue ; on n'en parle pas, ou très peu. Réaction normale, me direz-vous, pour que la vie continue. Certains juifs ont un comportement opposé ; ils déclarent revoir chaque nuit les monstres SS, les flammes sortant des crématoires, les bébés jetés au feu etc. ; dès lors ils devraient tout mettre en œuvre pour oublier. Nenni. On conserve, on revient dans les camps, on les visite, on pénètre dans les crématoires, on n'en finit pas de raconter ses malheurs aux écoliers, à la radio, à la télévision... Mystère de la psychologie humaine.

Ni oublier, ni pardon

J. Pinède termina en déclarant qu'il ne fallait « *ni oublier, ni pardonner* », que « *la Bête cour[ait] toujours* » (nous ignorons si son ventre reste fécond) et, donc, qu'il fallait « *éduquer les jeunes* ». Inhabituelle franchise là où l'on est plutôt habitué à voir les persécuteurs de vieillards déclarer la main sur le cœur qu'ils n'éprouvent aucun sentiment de haine ou de vengeance. Madame Pinède, elle, a le mérite de parler franc.

Un documentaire « pas objectif »...

Un documentaire fut ensuite diffusé. Il portait sur les actualités françaises sous Vichy. Qu'est-ce que les Français voyaient au cinéma de 1940 à 1944 et, donc, que pouvaient-ils savoir ? Telle était la question le réalisateur prétendait donner une réponse. Un vif sentiment d'inquiétude m'envahit toutefois lorsque, très honnêtement, J.M. Cavada nous avertit

que le documentaire n'était « *pas objectif* ». Sachant que, cinquante ans après les faits, les rétrospectives historiques présentées comme objectives sont généralement de purs produits de la propagande, qu'allait-il en être d'un documentaire non objectif ? Je n'allais pas tarder à le savoir.

... et confus

Prétendre exposer en une heure ce que les Français purent voir pendant quatre ans apparaissait comme un pari très audacieux, impossible même. Je m'attendais à ce que l'auteur choisît quelques grands sujets d'actualité de l'époque et nous montre l'évolution de la façon dont ils furent traités avec le temps. Je me trompais. Dans son documentaire, le réalisateur n'a respecté ni la chronologie ni la logique. Des sujets très différents furent traités à la suite l'un de l'autre sans que l'on puisse saisir le lien qui les unissait (construction du Mur de l'Atlantique, mode féminine, expositions antijuives, élevage du lapin) ; après avoir montré une bande d'actualités de 1943, l'auteur en présentait une autre de 1941 avant de passer à 1944 puis de revenir en 1941. Il en résultait une confusion propre à perdre le fil au téléspectateur non averti. Prenant la parole après la diffusion du documentaire, un des invités de J.M. Cavada, l'historien Henri Amouroux déclara (en substance) : « En voyant ce film, j'ai eu l'impression d'avoir un livre de 500 pages en main. Ce livre on l'aurait tout d'abord ouvert à la page 200, pour revenir ensuite page 130 avant de repartir page 350 ». On ne peut que lui donner raison.

Un exemple de partialité : l'assassinat de P. Henriot

Mais venons-en au fond. A divers moments, l'auteur du documentaire afficha nettement son parti-pris. En guise d'illustration, citons la façon dont fut rapportée la mort de Philippe Henriot. Nommé, début 1944, secrétaire d'État à

l'Information et à la Propagande, les effets de ses éditoriaux prononcés deux fois par jour à la radio étaient immenses. Le 25 et le 26 février 1944, par exemple, il s'était adressé aux jeunes qui, refusant de partir en Allemagne pour le Service du Travail Obligatoire (STO), avaient pris le maquis. P. Henriot les avaient averti que, désormais manipulés par des aventuriers sans vergogne, il deviendraient rapidement des tueurs. Dans la semaine qui suivit, rien qu'à Grenoble, 700 jeunes gens se présentèrent spontanément à la préfecture pour quitter leur « statut de réfractaire » et partir au STO¹.

Constatant les ravages causés par cet orateur national, la Résistance choisit de le tuer. Le 28 juin 1944, P. Henriot tomba sous les balles d'un commando qui était parvenu à s'introduire dans son immeuble (*Ibid.*, pp. 391-393). Le Secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande n'avait pas de sang sur les mains ; il n'avait jamais appelé au meurtre ; il n'avait pas dénoncé de juifs ou de Résistants ; son patriotisme était incontestable (son fils aîné avait été tué en 1940 dans les combats contre les Allemands). C'était un orateur qui se contentait de mener la « guerre des ondes » principalement contre Radio-Londres et Radio-Alger. Sa mort sous les balles était donc un vulgaire assassinat.

Or, l'auteur du documentaire s'est bien gardé de rappeler ces évidences. Après avoir montré Henriot discourant sur le « patriotisme », il montra son cadavre reposant dans une chapelle ardente et se contenta de déclarer : « *La résistance n'a pas apprécié : trois balles dans la peau* ». A supposer qu'en 1944, Maurice Schumann (qui scandait sur les ondes de Radio-Londres : « *Miliciens, assassins, fusillés de demain* ») ait été abattu par un commando de miliciens, le réalisateur se serait-il contenté de rapporter ce fait en disant : « La Milice n'a pas apprécié, trois balles dans la peau » ? Je ne le pense pas...

¹ Voy. François-René Nans, *Philippe Henriot* (Éd. Godefroy de Bouillon, 1996), p. 332.

La paille et la poutre

Le documentaire, avons-nous écrit, voulait démontrer que les actualités sous Vichy étaient avant tout superficielles, loin des réalités de l'heure. Afin d'y parvenir, son auteur en a sélectionné plusieurs extraits. Ainsi put-on voir une séquence où le présentateur explique que, face à la pénurie, des femmes se font peindre de faux bas sur les jambes ; on apprend également que des particuliers élevaient des lapins afin d'agrémenter leurs repas ; Hitler était montré jouant « *avec son toutou* » ; dans le cadre de la séquence « Ont-ils tort ou ont-ils raison ? », un garçon de café était interrogé pour savoir si le jeune homme qui, assis à la terrasse, n'avait pas de cravate avait tort ou à raison ; même chose avec un gardien de parc appelé à donner son avis sur l'homme qui, un peu plus loin, gardait — et même ramassait — les mégots de cigarette.

Il est incontestable que sur ce sujet, le réalisateur a marqué un point. Toutefois la République de 1997 est bien mal placée pour blâmer Vichy. De nos jours, on ne compte plus dans les programmes de télévision les divertissements stupides et les séries insipides. Quant aux journaux télévisés, leur superficialité n'est plus à démontrer ; certes, il n'est plus question de faux bas ou d'homme ne portant pas de cravate, mais de longues minutes sont perdues à présenter des gadgets idiots, des manifestations imbéciles ou des faits divers sans importance...

Alors que les images d'archives défilaient, le commentateur déclara (en substance) : « Sous Vichy, la réalité n'est pas dans les journaux, à la radio ou au cinéma. Elle est dans les prisons, à la Gestapo, dans les camps de concentration ». Ce propos démontre la partialité de l'auteur. Certes, de 1940 à 1944, les prisons, le SD (et non la Gestapo) et les camps de concentration firent partie de la réalité ; mais ils ne constituaient pas, à eux seuls, la réalité ; ils n'en formaient au

contraire qu'un faible aspect aussi tragique qu'il fut. En France des millions d'hommes, de femmes et d'enfant continuaient à vivre, à aller au travail, à effectuer les tâches ménagères, à poursuivre leurs études... Malgré les restrictions, la vie continuait : on allait au cinéma, on se mariait et on faisait très vite des enfants... Prétendre réduire l'Occupation aux prisons, à la Gestapo et aux camps relève du mensonge historique. Que dirait-on de l'historien selon lequel la Libération se résumerait aux exécutions sommaires, aux caves où l'on torturait et aux prisons dans lesquelles croupissaient des dizaines de milliers de personnes ?

Dans son documentaire, l'auteur a diffusé la bande annonce qui montrait aux Français les premières images du débarquement allié en Normandie. C'était le 23 juin seulement. Les descriptions étaient orientées : on y voyait des canons allemands tirant, des bateaux alliés touchés ; le présentateur parlait avec complaisance des forces alliées mises « hors de combat »... cette bande d'actualités était sans conteste un pur produit de la propagande de guerre.

Toutefois, peut-on blâmer Vichy d'avoir fait ce que tous les gouvernements ont fait avant lui et font encore aujourd'hui ? Dans un livre intitulé : *Ici Londres*, Paul Allard a retracé avec beaucoup d'humour la façon dont la presse anglaise a commenté, y compris en langue française, la Bataille de France (mai-juin 1940). On lit :

Désespoir à Berlin

10 mai 1940. « Hitler a attaqué ! Cette attaque sera fatale pour l'Allemagne ».

12 mai. *Sunday Times* : « Sur tous les points, les agresseurs sont arrêtés : après les sacrifices que leur ont coûté leurs opérations d'avant-hier, les Allemands ont renoncé à la guerre-éclair ».

Sunday Chronicle : « Désespoir à Berlin ! »

Radio-Daventry : « Le haut commandement allemand s'est radicalement trompé : il n'a pas fait assez de cas de l'ardeur belliqueuse de l'armée hollandaise ».

« Il n'y a pas lieu de s'en agiter ! »

13 mai. Agence Reuter : « Il se pourrait que des replis deviennent nécessaires ! Mais il n'y a pas lieu de s'en agiter ! »

14 mai. Radio-Daventry : « La Belgique et les Pays-Bas menacent de devenir, pour l'aviation allemande, aussi fatals que l'a été la Norvège pour sa flotte. »

15 mai. Agence Reuter : « Après la capitulation de la Hollande, la résistance des Alliés se maintient avec la même ardeur. La situation, au nord de la Belgique, est favorable. Dans les milieux militaires de Paris, on est plein de confiance ».

Les Allemands sont encerclés

Je vous rappelle qu'à la même heure les milieux militaires conseillaient vivement au gouvernement de Paul Reynaud de décamper... Le front était percé à Sedan. Les armées allemandes atteignaient Soissons.

Mais cela n'a aucune importance : flegmatiquement, Radio-Londres continue :

16 mai. « Les premiers résultats de la bataille sur la Meuse sont extrêmement favorables pour les Alliés ».

17 mai. Communiqué officiel britannique : « Certaines rectifications du front sont devenues nécessaires [...]. Il n'est nullement question d'une percée, comme le prétend le communiqué allemand ».

Radio-Londres : « La situation des Alliés s'est beaucoup améliorée. L'encerclement des Allemands se poursuit d'une façon satisfaisante ».

*

* *

Tout va donc très bien ! Ce sont les Allemands qui sont encerclés ! Et dans quelles conditions !

19 mai. Radio-Daventry : « Les divisions allemandes sont encore organisées comme autrefois : 80 % de leurs transports sont effectués avec des chevaux ».

... Comme quinze mois plus tard, sur le front russe !

Tout de même, il y a, du côté de Sedan, quelque chose qui, depuis cinq jours, ne marche pas très bien ! Comment l'annoncer au monde ?

Les Allemands courent un danger terrible

20 mai. Radio-Londres : « La petite poche, au sud de Sedan, ne pourra pas être élargie... Entre Sedan et Montmédy, toutes les attaques ont été repoussées ».

21 mai. Duff Cooper, ministre de la Propagande, prend, lui-même, la parole sur Radio-Londres.

« De petits détachements de l'armée allemande ont réussi à se porter très loin en avant, mais il ne s'agit que d'unités peu importantes... Et, si elles ont réalisé quelques succès, elles courent un danger terrible : c'est la vieille histoire d'août 1914 qui recommence ! ».

La « vieille histoire d'août 1914 » ? Mais, parbleu ! c'est la victoire de la Marne ! Plus les unités allemandes avancent loin, mieux elles seront écrasées... Pourvu, mon Dieu ! qu'elles avancent encore !

Elles avancent toujours.

23 mai. Radio-Londres : « Une contre-offensive de grande envergure se prépare ».

Le *Daily Mail* précise : « Une foudroyante contre-attaque britannique (?) est engagée... ».

Irish Press : « La France est débordée... par une vague d'optimisme ! ».

Ils n'ont plus de carburant !

Les unités allemandes avancent, implacablement.... Et ce ne sont plus de « petites unités » ! Tant mieux !

25 mai. *Daily Telegraph* : « Plus les Allemands font entrer de troupes en action, plus l'insuffisance de leurs communications avec l'arrière deviendra sensible ».

Le *Daily Herald* explique pourquoi : « Les forces nazies sont arrêtées faute de carburant ». Comme en Russie !

C'est le moment, pour l'Angleterre, de venir en aide à sa fidèle alliée : elle va se lancer, toute entière, dans la bataille.

28 mai. Radio-Londres. Duff Cooper, ministre de la Propagande, l'annonce : « Toujours et partout, les armées des Alliés, quand elles ont rencontré l'ennemi, ont prouvé leur supériorité : elles aspirent à rencontrer les soldats allemands en bataille rangée ».

Les plans allemands ont complètement échoué

Radio-Daventry : « Nous allons, en peu de mois, obscurcir le ciel avec nos avions et couvrir la terre de tanks gigantesques ».

Et le major Attlee, chef du Parti travailliste, assure : « Les pertes subies par l'armée allemande, ainsi que la misère en Allemagne, ont considérablement influencé le moral du peuple ».

Le dernier quart d'heure est arrivé... L'Allemagne va s'effondrer. L'Amérique en est sûre :

31 mai. Agence Reuter : « Le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Marshall, estime que l'Allemagne a, déjà, perdu 40 % de ses unités motorisées et qu'elle ne peut plus maintenir sa supériorité. Il estime que la fortune des armées va tourner, très prochainement, en faveur des Alliés ».

1er juin. radio-Londres : « La force des Alliés augmente sur terre, sur mer, dans les airs : celle de l'ennemi diminue ».

3 juin : M. Eden, en personne, assure, devant Radio-Londres : « Le plan de la stratégie allemande a complètement échoué : partout nos hommes se sont montrés supérieurs aux soldats allemands ».

L'Allemagne va s'effondrer !

Pourtant, nos hommes décampent, en vitesse, du côté du Dunkerque !

5 juin. Radio-Londres explique pourquoi : « Les soldats britanniques considèrent leur repli, non comme une fuite, mais comme "un congé jusqu'à ce qu'on recommence" : ils font l'impression d'une équipe de football invincible ! ».

Vous savez ce qu'il advint de « l'invincible équipe de football » !..

La bataille de France est perdue ! Vous croyez que ces Messieurs de Londres en sont, pour si peu, déconcertés ?

7 juin. M. Harold Nicolson, secrétaire parlementaire du ministère de l'Information, déclare : « Quand Hitler verra qu'en faisant son bond de tigre il a fait un faux bond, alors, subitement, les nerfs du peuple allemand fléchiront. Et le grand édifice de son attaque s'écroulera. C'était la situation en 1918 : elle va, aujourd'hui, se répéter »².

Qu'on nous permette donc de sourire quand l'auteur du documentaire dénonce la « propagande » et la « pensée unique » sous Vichy.

² Voy. Paul Allard, *Ici, Londres* (Les Éditions de France, 1942), pp. II-VII.

*Des omissions regrettables**L'auteur cache les origines de Viviane Romance*

Dans le documentaire, les omissions furent légion. Par exemple, et afin, probablement, d'illustrer la « collaboration », le réalisateur a sélectionné une bande d'actualités qui montrait des artistes français se rendant à une invitation en Allemagne. Parmi ces artistes, on pouvait distinguer nettement Viviane Romance. Or, celle-ci est juive ; son vrai nom était Pauline Ortman (voy. le *Dictionnaire des pseudonymes*) et son origine était connue dans les milieux du cinéma. On aurait apprécié que l'auteur du documentaire le dise au téléspectateur. Il ne l'a pas fait.

Recours à des procédés pernicieux

Plus grave. Une séquence choisie montrait un orphelinat dans lequel des femmes s'occupaient de petits bébés (toilette, examen médicaux). En guise d'explication, le commentateur déclara que ces orphelins étaient examinés selon divers critères (parmi lesquels l'hérédité) et que les sélectionnés pourraient être adoptés. Les dernières images montraient un jeune couple quittant l'orphelinat avec un bébé dans les bras. Commentant cet ultime plan, le présentateur de l'époque déclarait : « Une famille sans enfant a trouvé un enfant. Un enfant sans famille a trouvé une famille ». Prenant alors la parole, le commentateur affirmait (en substance) : « Le présentateur ne dit pas ce que sont devenus les enfants non sélectionnés ».

Par cette remarque, l'auteur du documentaire poussait les gens à s'interroger sur le sort des enfants non sélectionnés. J'attendais donc une réponse de sa part. Or, rien ne vint. On changea immédiatement de sujet. Cette façon de procéder est très pernicieuse, car en ne répondant pas à l'interrogation qu'il avait contribué à faire naître dans les

esprits, le réalisateur laissait le téléspectateur (forgé par 50 ans de propagande) imaginer que les poupons non retenus pour cause d'hérédité avaient dû, selon la doctrine hitlérienne, passer au crématoire³.

Or, jamais Vichy n'a été accusé de meurtre d'orphelins non retenus pour l'adoption. On chercherait en vain une telle accusation dans les documents du procès Pétain ou Laval. Bien que j'ignore le sort de ces enfants, j'ai de bonnes raisons de croire que, déclarés inaptes à l'adoption, ils ont tout simplement passé les quatre années de la guerre dans un orphelinat.

Une omission qui relève du mensonge

Parmi tous les sujets abordés, le documentaire évoqua le ravitaillement. Cette question, très complexe, a fait couler beaucoup d'encre. Elle a notamment été traitée par Yves Bouthillier, ancien ministre des Finances sous Vichy⁴. Le ravitaillement de la zone Sud a été rendu difficile non seulement à cause des difficultés de liaison entre les deux zones d'occupation et les prélèvements allemands mais aussi à cause du blocus britannique appliqué à la France et à l'Afrique française⁵. L'auteur du documentaire tait ce dernier fait. Avec aplomb, il déclare que si les Français connaissent la disette, c'est parce que « l'Allemagne a tout raflé ». C'était là un sujet de propagande très prisé des intervenants sur Radio-Londres. Dès 1942, Paul Allard l'avait tourné en

³ Voici, par exemple, ce que l'on peut lire dans un manuel d'Histoire à l'usage des classes de Terminale : « En 1940, des rafles d'enfants sont organisées dans l'Est de l'Europe : les non-conformes sont exterminés, les autres seront germanisés » (*Histoire*, Éd. Scodel, 1983, p. 25, encadré intitulé : « Au nom de la race... »).

⁴ Voy. *Le Drame de Vichy*, tomes I et II (Édition Plon, 1950).

⁵ Sur ce dernier point, voy. Y. Bouthillier, *Le Drame de Vichy*, t. I, pp. 154 et suivantes.

ridicule en écrivant, sous le titre : « Les mystères du ravitaillement » :

Une dame revenant de Lyon (zone libre) me confie ses malheurs :

— Je n'ai rien trouvé à manger à Lyon. pas de viande ! Pas de légumes !

— Pourquoi ?

— C'est la faute des Allemands, naturellement...

— Il y a beaucoup d'Allemands, à Lyon ?

— Quelques-uns, dans les administrations...

— Et c'est eux qui mangent tout ?

Mon interlocutrice ne me répondit pas directement.

— Je rentre chez moi, conclut-elle. J'en ai assez !

— Cela va mieux chez vous ?

— Oh ! oui, heureusement.

— Où est-ce chez vous ?

— A Amiens.

— A Amiens, zone occupée — et même interdite — on mange mieux qu'à Lyon !

— Oui. J'ai été obligée de me faire envoyer, de Lille, de quoi manger à Lyon.

Voilà ce que Stéphane Lauzanne appelle le mystère du ravitaillement. S'il est bien démontré que ce sont les Allemands qui mangent tout, comment expliquer pourquoi il y a des pommes de terre là où sont les Allemands, et pourquoi on n'en a pas là où ils ne sont pas.

« La bande d'idiots qui prend ses inspirations chez M. de Gaulle — dit Stéphane Lauzanne — et qui ne cesse de nous répéter que les Allemands prennent tout en zone occupée, devrait bien nous expliquer ce mystère. Elle devrait bien, également, nous expliquer cet autre mystère complémentaire au premier : pourquoi ne trouvez-vous pas de citrons sur la Côte d'Azur — pays producteur — alors qu'on en trouve à Paris ? Est-ce la faute des Allemands ?... »

La bande d'idiots qui « travaille » à radio-Londres a bien senti la force de ces arguments de bon sens.

Et voici ses explications :

« Il est évident que le ravitaillement en zone libre est, au moins, aussi difficile qu'en zone occupée. En particulier, dans la région de la Côte d'Azur, à Nice et à Marseille, il n'y a même plus de tomates ».

— Alors — disent ceux qui pensent que les Allemands sont la cause unique de notre détresse alimentaire — vous n'irez pas

jusqu'à dire que les Allemands viennent enlever nos tomates dans les jardins potagers de la Côte d'Azur ?

— L'Allemagne a décidé, d'une part, d'opérer, pour elle-même, le maximum de prélèvements dans la zone libre, et, d'autre part, de procéder à un transbordement des produits alimentaires de la zone libre dans la zone occupée.

Et voilà !

L'Allemagne — qui n'a pas d'autres chats à fouetter ! — s'amuse donc à transborder de Nice à Paris, et de Lyon à Amiens, tous les produits du Midi pour faire croire que la zone occupée, placée sous son autorité directe, est mieux gérée que la zone libre.

Avouez que c'est un assez joli tour de force ferroviaire. mais elle fait encore mieux : elle transborde, comme vous le savez, en Allemagne, tout ce qu'elle peut rafler en zone occupée.

Radio-Londres ne cesse de l'affirmer : « Les Allemands mangent mieux que nous ? C'est parce qu'ils nous ont tout enlevé. »

Or, Robert Chenevier, rédacteur à *l'Illustration*, est allé voir, sur place, ce qu'il en était. Et voici les conclusions qu'il a rapportées. Ses chiffres sont irréfutables.

« En septembre 1939, l'Allemand mangeait comme il mange en 1941, alors que la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Norvège et même la Pologne n'étaient pas occupées. C'est donc qu'il avait, dès septembre 1939, à sa disposition, chez lui, dans ses greniers, de quoi faire face aux quantités allouées [...].

Le seul fait qui pourrait donner raison [aux propagandistes de Londres] serait que la ration alimentaire allemande eût été augmentée à partir des diverses occupations et notamment à partir de l'occupation de la France. Or, il n'en a rien été : les rations constatées en Allemagne, en mars 1941, par moi-même, sont identiques à celles introduites en septembre 1939... »⁶.

Mensonges en rafale

Mensonge sur la prétendue fuite du Maréchal en Allemagne

Outre les omissions, les mensonges relevés ont été nombreux dans le documentaire. Citons-en un, qui n'est pas nouveau, d'après lequel face à l'avance des armées alliées en

⁶ Voy. P. Allard, *op. cit.*, pp. 68-70.

août 1944, le maréchal Pétain se serait « *réfugié en Allemagne* ».

En vérité, jamais le Maréchal n'a fui. Les Allemands l'ont emmené de force.

Tout commença le 17 août 1944 lorsque le délégué spécial diplomatique allemand auprès de Pétain, M. von Renthe-Fink, apporta une communication de Berlin. Celle-ci ordonnait le transfert du gouvernement de Vichy dans l'Est⁷. Le Maréchal répondit qu'il devait réfléchir et reprendre tout d'abord contact avec Laval, lequel se trouvait à Paris⁸. Aucune liaison téléphonique ou télégraphique n'ayant pu être établie entre Vichy et la capitale, le capitaine de vaisseau Féat fut chargé de se rendre à Paris pour s'informer de la situation. Il revint le 19, vers 20 heures, porteur de documents selon lesquels Laval, parti pour Belfort sous la contrainte de l'occupant, avait résilié ses fonctions⁹. Quelques minutes plus tard, von Renthe-Fink, accompagné du général von Neubronn, entra dans le bureau du chef de l'État et lui remit « *des documents dans lesquels il [était] fait état de la présence volontaire de Laval à Belfort et de l'installation du gouvernement dans cette ville* » (*Id.*). Face à cet impudent mensonge, l'amiral Bléhaut, un membre du gouvernement de Vichy qui se trouvait dans le bureau du Maréchal, s'écria :

Vos arguments sont absolument faux. Vous avez menti en disant que le Président Laval avait transféré le gouvernement dans l'Est. En ce qui me concerne, si je quitte Vichy, je ne suis plus qu'un simple contre-Amiral sans aucun pouvoir. Vous pouvez nous emmener, nous ne sommes plus rien¹⁰.

Le Maréchal fit alors introduire Mgr Valerio Valeri, nonce apostolique, et Walter Stucki, ministre suisse à Vichy.

⁷ Voy. Jean Tracou, *Le Maréchal aux Liens* (Éditions André Bonne, 1949, 451 p.), p. 389.

⁸ *Ibid.*, pp. 389-390. Voy. aussi Marc Ferro, *Pétain* (Éditions Fayard, 1992, 792 p.), p. 587.

⁹ Voy. M. Ferro, *op. cit.*, p. 587.

¹⁰ Voy. J. Tracou, *op. cit.*, p. 395.

Les deux Allemands protestèrent et, déclarant qu'il s'agissait d'une affaire strictement franco-allemande, mirent fin à l'entretien. Pétain apprit aux deux diplomates sa décision de céder à la contrainte allemande (*Ibid.*, p. 396). Il remercia ensuite W. Stucki pour tout le travail qu'il avait accompli durant ces mois passés à Vichy.

Le départ avait été fixé au lendemain 7 heures. A deux heures du matin, le 20 août, von Neubronn fit « *savoir au général Debeney qu'il a[vait] donné l'ordre pour que l'hôtel du Parc [où logeait notamment le Maréchal] soit encerclé à 5 h 30 du matin* »¹¹.

Entre-temps, le chef de l'État avait rédigé deux messages aux Français et une protestation.

Le premier fut écrit au cas où, finalement, l'occupant aurait renoncé à son projet. On pouvait y lire :

Français,

J'apprends qu'en présence des mesures de contrainte que le gouvernement allemand vient d'exercer sur le Chef du Gouvernement français, celui-ci et les Ministres présents ont dû, malgré leur souci d'accomplir leur devoir jusqu'au bout, céder à la force. Ils ont estimé que, dans de telles conditions, ils ne pouvaient que résilier leurs fonctions.

Devant cette situation, j'ai pris la décision d'assurer désormais le pouvoir gouvernemental avec ceux des Secrétaires d'État qui sont à mes côtés.

Il ne peut être question de transférer en un autre lieu le siège du Gouvernement qui reste là où je suis, à Vichy, où résident la plupart des fonctionnaires attachés au Gouvernement [...].

En ce qui concerne les relations avec les chefs des armées d'opérations, j'ai désigné, pour me représenter, une personnalité qui a ma confiance [l'amiral Auphan]. La légitimité du pouvoir ne peut cesser d'exister¹².

Le second, moins important dans le cadre de cette étude, était un message d'adieu au peuple français.

La protestation, quant à elle, était adressée à Hitler :

¹¹ Voy. M. Ferro, *op. cit.*, p. 588.

¹² Cité par J. Tracou, *op. cit.*, pp. 397-398.

A M. le Chef de l'État Grand Allemand,

En concluant l'Armistice de 1940 avec l'Allemagne, j'ai manifesté ma décision irrévocable de lier mon sort à celui de ma Patrie et de n'en jamais quitter le territoire.

J'ai dû ainsi dans le respect loyal des conventions défendre les intérêts de la France.

Le 16 juillet dernier, devant les rumeurs persistantes concernant certaines intentions allemandes à l'égard du Gouvernement français et de moi-même, j'ai été amené à confirmer ma position au Corps Diplomatique, en la personne de son Doyen, le Nonce apostolique, précisant que je m'opposerais par tous les moyens en mon pouvoir à un départ forcé vers l'Est.

Vos représentants m'ont fourni des arguments contraires à la vérité, pour me décider à quitter Vichy. Aujourd'hui, ils veulent me contraindre par la violence et au mépris de tous les engagements, à partir pour une destination inconnue.

J'élève une protestation solennelle contre cet acte de force qui me place dans l'impossibilité d'exercer mes prérogatives de Chef de l'État Français [*Ibid.*, pp. 398-399].

J. Tracou écrit :

Il règne à l'hôtel du Parc, au cours de ces dernières heures, une ambiance fiévreuse [...]. La Garde personnelle fait connaître par la voix de son chef, le Colonel Barré, qu'elle est prête à se battre, qu'elle le désire. De nombreuses personnes veulent coucher à l'Hôtel, demandent des armes pour renforcer la Garde [...]. On les renvoie avec douceur [...].

A l'intérieur, c'est la veillée d'armes. On descend des caisses de grenades près des portes, on en dispose de place en place dans les escaliers qui mènent à l'appartement du Maréchal. L'ascenseur est bloqué, le tambour d'entrée obstrué par des chaises [*Ibid.*, p. 394].

Vers 5 h 30, ce 20 août, des soldats allemands prirent position autour de l'hôtel du Parc. A 6 h 40, des troupes arrivèrent en camion. Un officier de la Gestapo, Detering, accompagné d'une vingtaine de soldats, pénétra dans l'Hôtel. J. Tracou poursuit :

Un fracas assourdissant emplit l'Hôtel. Les glaces des tambours sont fracassées. On entend sauter les grilles qui barrent les escaliers. Les lourdes bottes montent. Un groupe se présente devant la

porte du Maréchal, armé de leviers et de marteaux. Detering, revolver au poing, le commande [...].

Il dit au colonel Barré : — Je viens chercher le Maréchal.

Barré répond : — Le Maréchal repose. Personne n'a le droit de le déranger.

Detering a un moment d'hésitation. Il se dit que Neubronn aura peut-être plus d'autorité que lui. Il va lui téléphoner pour le prier de venir. Neubronn se serait volontiers abstenu de paraître. Il arrive, cependant, au bout de quelques minutes. Barré lui oppose le même refus. Sur un signe, un sous-officier fait sauter la porte légère de l'antichambre. Les vitres volent en éclats¹³. Neubronn parvient ainsi à la porte de la chambre à coucher. Elle est sortie de ses gonds à l'aide d'un levier. Le Général s'incline profondément devant le Maréchal à demi-vêtu : « Vous savez, M. le Maréchal, quelle lourde mission m'amène à vous ».

— En effet, je sais que je suis désormais votre prisonnier... Vous me permettez tout de même de m'habiller.

Neubronn ressort et déclare au général Blasselle, le visage contracté :

— Ce n'est pas pour faire cela que je me suis fait officier.

Il attend, seul, sur le palier, en face du groupe français. Un silence lourd règne, tandis que le Maréchal se prépare.

On le voit enfin paraître [...]. Il adresse quelques mots aux assistants :

— Je suis obligé de partir pour une destination inconnue. Vous devez rester, continuer à assurer votre service. Faites comme moi ; ayez confiance. Je reviendrai, je ne sais pas quand, mais peut-être bientôt. Je veux que tout continue ici comme avant.

Et il insiste à nouveau : — Ayez confiance.

Tout d'un coup, un légionnaire s'écrit d'une voix brisée d'émotion :

— Où que vous soyez, M. le Maréchal, nous vous resterons fidèles. Dans le hall, la garde personnelle est formée en carré [...]. Le Maréchal passe devant leurs rangs avec lenteur [...]. Il serre les mains des officiers et sort de l'Hôtel avec une majesté incomparable.

Quelques centaines de personnes sont restées sur la place, malgré la pluie torrentielle. La gendarmerie allemande les maintient à distance. Des vivats enthousiastes éclatent. Puis c'est une *Marseillaise*

¹³ Une photographie de cette porte brisée est publiée dans l'ouvrage de P. Pétain, *Quatre Années au Pouvoir (Avec un avertissement de Jacques Isorni et une Bibliographie des œuvres du Maréchal)* (Éditions de La Couronne Littéraire, Paris, 1949, 178 p.), cliché entre les pages 16 et 17.

un peu mouillée, un peu fausse, mais d'autant plus émouvante peut-être. Le cortège s'éloigne rapidement dans la brume matinale [...] [*ibid.*, pp. 400-402].

Ces quelques rappels démontrent que le Maréchal et son gouvernement n'ont pas « fui » en Allemagne.

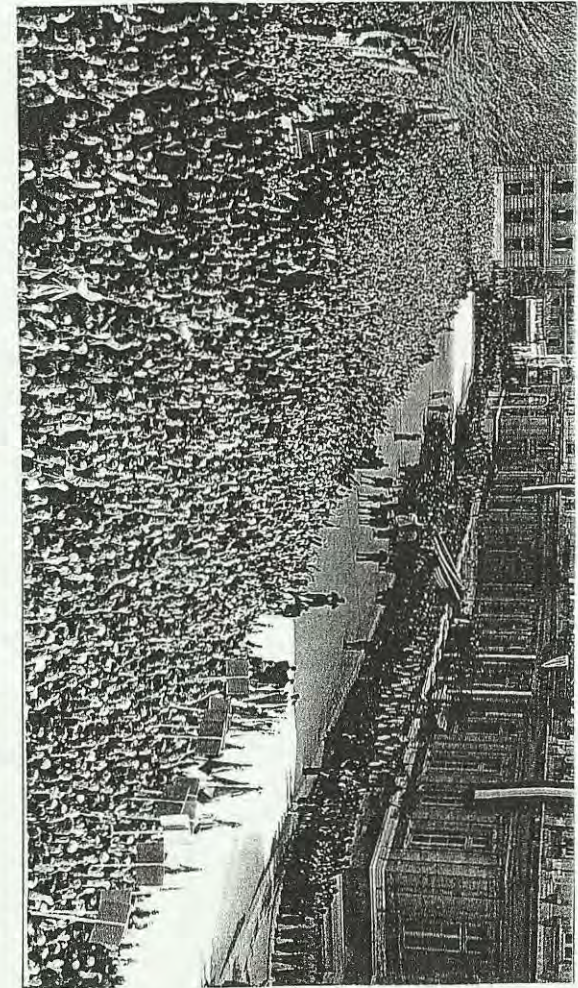
Mensonge ridicule sur les auditoires du Maréchal

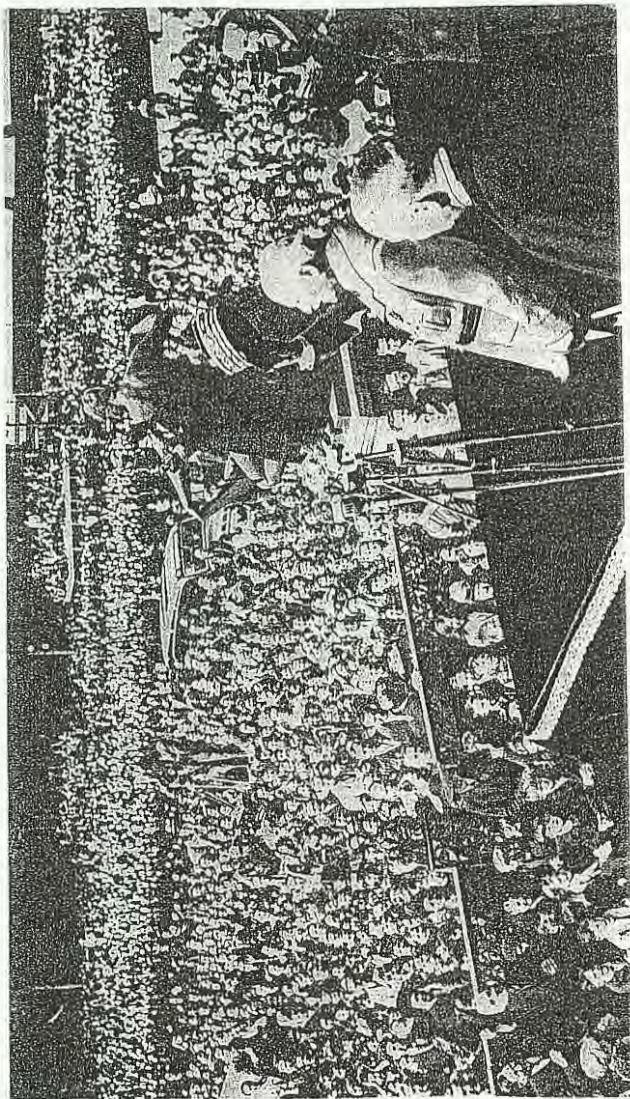
A certains moments, les mensonges véhiculés dans le documentaire provoquent mon rire tant ils étaient ridicules. Ayant choisi une séquence où le maréchal Pétain parlait devant des écoliers, le réalisateur fit (en substance) le commentaire suivant : « *Faute de pouvoir parler aux hommes adultes puisqu'il sont, soit emprisonnés, soit au STO en Allemagne, soit dans le maquis, Pétain parle aux enfants* ».

Or, personne ne conteste que, de 1940 à 1944, vécurent, en France, des millions d'hommes qui n'étaient ni emprisonnés, ni en Allemagne, ni dans le maquis. Ces hommes, d'ailleurs, apparaissaient sur chaque bande d'actualité sélectionnée.

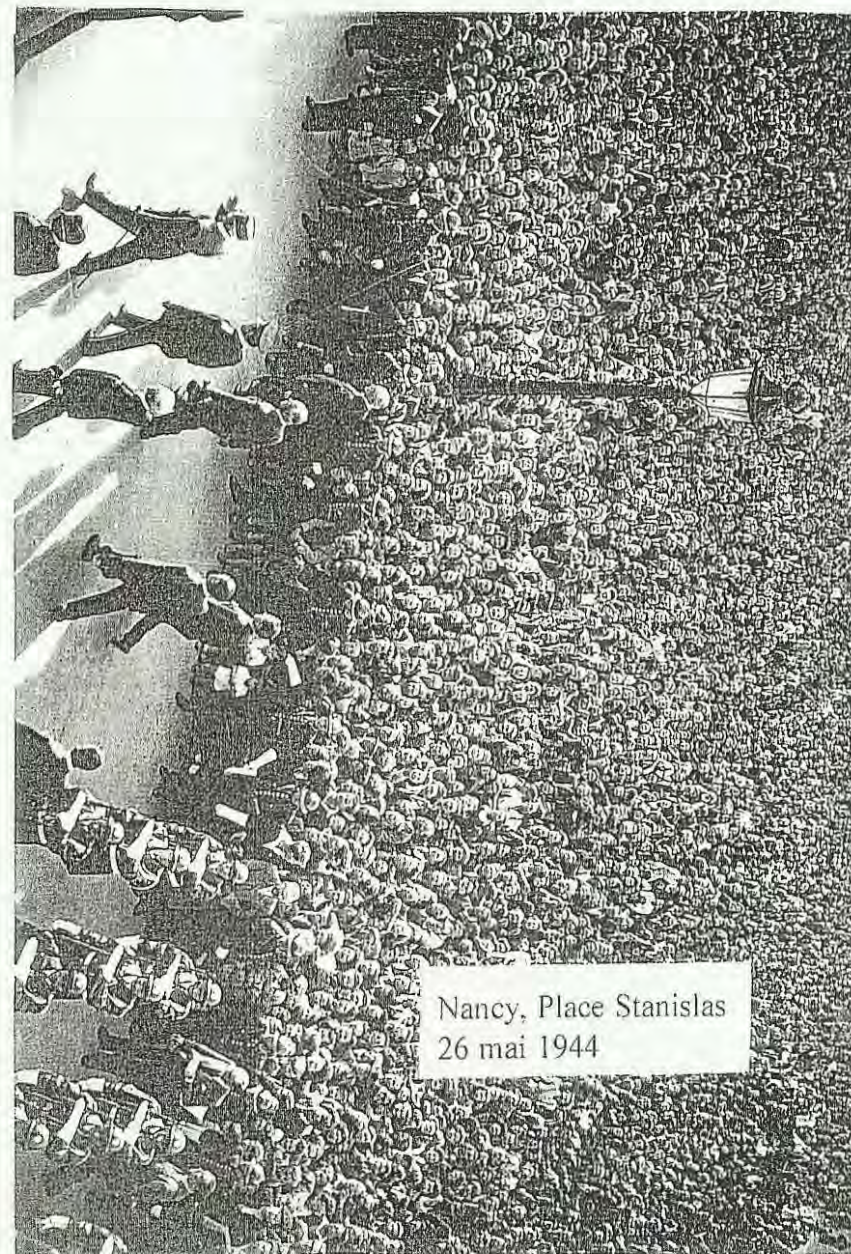
N'importe quel recueil des messages prononcés par le Maréchal démontre que, jusqu'à la fin, le Chef de l'État français parla avant tout à ces hommes « adultes ». Citons, par exemple, son « Appel aux paysans de France » du 25 mars 1942, son « Message » du 17 juin suivant et du 4 avril 1943, son « Allocution prononcée au Balcon de l'Hôtel de Ville le 26 avril 1944 devant le peuple de Paris »... Les deux clichés ci-après montrent les foules qui vinrent l'écouter durant son voyage dans l'Est en 1944. Visiblement, il ne s'agit pas d'enfants des écoles.

Voyage à Grenoble. 19 mars 1941





Paris, Hôtel-de-Ville, 26 avril 1944



Nancy, Place Stanislas
26 mai 1944

Des vérités que l'auteur n'a pas pu cacher

Le documentaire n'a toutefois pas pu cacher certains faits en désaccord avec l'Histoire officielle.

Vérité sur l'action de la Milice contre le Marché noir

Aujourd'hui, la Milice est souvent accusée d'avoir pillé des magasins. En vérité, ces « pillages » entraient dans le cadre de la répression du marché noir. Dès le 30 janvier 1943, J. Darnand avait déclaré :

Mais surtout, la Milice réprimera les actions frauduleuses du marché noir. Elle n'hésitera pas, pour peu que le gouvernement lui laisse certaines initiatives, à frapper avec discernement les malfaiteurs que leur adresse ou leur ruse, jointes à certaines complaisances, mettent trop souvent à l'abri¹⁴.

Lorsqu'ils étaient appréhendés, les « gros requins du marché noir » étaient internés et leur stock de vivres saisis puis distribués gratuitement dans les quartiers populaires¹⁵.

Une bande d'actualité sélectionnée dans le documentaire montrait des Miliciens sortant des marchandises d'un local. Contrairement à mon attente, le mot de « pillage » ne fut pas prononcé. Bien au contraire, le téléspectateur put loyalement apprendre qu'il s'agissait d'une prise faite dans le cadre de la répression de la fraude.

La Marseillaise couramment chantée sous Vichy

Plus haut, nous avons parlé de la visite du Maréchal à des écoliers. Lorsque Pétain eut terminé son allocution, les enfants entonnèrent un chant. S'agit-il de *Marchal nous voila* ? Non, ce fut *La Marseillaise*. Dans le documentaire, l'hymne national retentit une seconde fois. Chanté non par

¹⁴ Voy. « Discours prononcé... », *op. cit.*, p. 11.

¹⁵ Voy. *Pour la Milice, Justice !* (Éditions Etheel, Paris, sd [1956]), p. 38.

des Résistants mais par des Légionnaires français qui partaient sur le front de l'Est combattre le bolchevisme aux côtés des Allemands.

L'Épuration qualifiée de : « brutale » et « parfois injuste »

A la fin du documentaire, l'auteur évoqua l'Épuration en ces termes : « *L'Épuration sera brutale, parfois injuste, c'est vrai* ». Nous étions habitués à d'autres discours. Toutefois, à la place de quelques images très soft (collaborateurs emmenés, jeune fille malmenée...), le réalisateur aurait pu donner un exemple, un seul, comme celui de Jean Védrières.

Durant quelques mois, en 1940, celui-ci avait appartenu au cabinet civil du maréchal Pétain. Très vite, cependant, il s'était retiré et avait passé le reste de la guerre à vendre des autos.

Au printemps 1944, lui et sa famille allèrent passer quelques jours à Besse-en-Chandesse. Et ce fut le drame. Dans son livre *Les Nouveaux Saigneurs*, Mauloy raconte :

Par un après-midi ensoleillé, avec sa femme et ses enfants, ils partent se promener dans les champs, puis ils s'apprêtent à regagner le village à l'heure du goûter. Ils rentrent donc à petits pas, paisiblement, le père pousse la voiture du bébé, la mère à ses côtés chemine en donnant la main au plus grand. Ils ne sont plus qu'à quelque distance des premières maisons du bourg, quand, soudain, — de derrière une haie, deux hommes à visages patibulaires surgissent, brandissant des colts impressionnants, et bondissent vers les promeneurs.

— Voilà ce salaud de cagoulard, son compte est bon, hurle l'un des bandits.

Le père en un éclair réalise, il est sans arme évidemment :

— Sauve toi, dit-il à sa femme.

L'enfant s'accroche à son père, les justiciers sont sur eux, les colts crachent, le père s'abat inerte, pendant que l'un des glorieux assaillants met son colt sur la poitrine de la femme muette d'horreur, l'autre se penche, enlève le portefeuille joliment arrondi, et arrache de surcroît le bracelet-montre de la victime. Puis, paisiblement, nos

deux justiciers gagnent le large. la campagne est déserte. Seul, dans un champ proche, un paysan appuyé sur sa bêche a assisté, sidéré, à la scène, et tel un bloc de sel resté statufié [...].

A deux pas d'un village français paralysé par la peur, une femme, une Française, une mère, une veuve, folle de douleur, membres tremblants, mâchoire crispée, un enfant criant de peur et appelant son père, accroché à sa robe, cette mère poussant d'une main une voiture d'enfant [...], cette veuve, l'autre main crispée en une étreinte indesserrable, traîne sur le rebord herbeux du chemin le cadavre, encore pantelant, qui laisse sur la gazon une traînée pourpre. car, d'instinct, cette femme ne veut rien laisser derrière elle de ce qui fut sien, et, tirant, et poussant, trébuchante et hagarde, elle va ainsi, dans cet hallucinant et tragique équipage, faire les cent cinquante mètres qui la séparent des premières maisons, où enfin cessera la léthargie résistante¹⁶.

Le réalisateur aurait également pu évoquer les jugements iniques prononcés par des cours martiales en 1944. C'était l'époque où des citoyens français parfois pères de plusieurs enfants avec un parent à charge, étaient, pour des peccadilles, condamnés à la peine capitale. Dans son livre intitulé : *Au Carrefour de la Trahison* (auto-édité, 1950), Jean Lacipieras a publié les jugements prononcés le 9 septembre 1944 par la Cour Martiale de Nîmes. Les arrêts font froid dans le dos. Nous les reproduisons ci-après.

Voilà des exemples d'épuration brutale et injuste.

¹⁶ Voy. Mauloy, *Les Nouveaux Saigneurs* (Éditions de la Balance, 1948), pp. 173-174.

IV. - Extraits des jugements des Cours Martiales de Nîmes et d'Alès

COUR MARTIALE DE NÎMES

AUDIENCE DU 9 SEPTEMBRE 1944

Actes d'accusation non signés

TOURNAIRE Roger, 23 ans, agriculteur, marié, 1 enfant. Mère paralysée à charge, demeurant à Saint-Quentin-la-Poterie.

Fut membre des S.O.L., puis versé dans la Milice; mobilisé le 12 juin 1944. Fut équipé, armé d'un mousqueton. Monta la garde et assista à des actes de brutalité.

Ayant été désigné pour une expédition, déclare s'être fait porter malade.

A perçu deux fois la solde de milicien.

D'après ses déclarations, ayant entendu, un soir de garde, des cris de douleur de patriotes interrogés et brutalisés par les nommés Belin et Lévy, aurait compris ce qu'était la milice; déclare avoir fait son possible pour se faire réformer. Assure être entré dans la Milice pour éviter de partir en Allemagne.

Mort exécuté.

DURAND André, né le 1^{er} octobre 1910, agriculteur, célibataire, demeurant à Beauvoisin.

Membre du S.O.L., puis versé dans la Milice; fut mobilisé le 6 juin 1944, puis armé.

A déclaré n'avoir participé à aucune action contre le maquis.

Reconnait avoir monté la garde au siège de la Milice et avoir perçu 1.500 francs de solde, plus les frais de séjour.

Déclare : « Je me suis opposé à l'arrestation d'un réfractaire ».

Mort exécuté.

DEUXIEME AUDIENCE

BRUNEL Etienne, né le 3 septembre 1911, célibataire, cultivateur, demeurant à Salinelles.

1° Lettre du Comité de Libération attestant : « Versé d'office comme S.O.L., n'a jamais pris part à aucune expédition. Aucune activité depuis janvier 1944. Mérite toute indulgence ».

2° Membre S.O.L. a adhéré à la Milice, n'a assisté à aucune réunion, ni manifestation. Aurait donné sa démission fin novembre 1943. N'a pas été mobilisé en juin 1944.

A reçu un revolver et ne l'a gardé que quelques jours. Aurait adhéré à la Milice sous la pression du Maire milicien.

Mort exécuté.

LADET Jacques, né le 14 janvier 1921, célibataire, demeurant à Beauvoisin.

Membre du S.O.L.; versé dans la Milice; a assisté à trois réunions, affecté comme planton; aurait participé à une expédition contre le maquis à Alès.

Déclare avoir seulement monté la garde à Alès et être entré dans la Milice sans savoir exactement ce que c'était.

Mort.

LAURENT Raoul, né le 14 mars 1920, marié, 1 enfant, cultivateur, demeurant à Pouzilhac.

Membre du S.O.L., puis de la Milice, aurait pris part opération de Barjac.

Déclare : « Me suis enfui deux fois, n'ai jamais vendu personne, n'ai jamais fait de propagande ».

Attestation déclarant « ne s'être jamais rendu coupable de dénonciation, ni acte effectif de collaboration, incapable d'une mauvaise action. »

Mort.

SORBIER Adrien, né le 8 mars 1905, agriculteur, marié, 1 enfant, demeurant à Saint-Quentin-la-Poterie.

Ami de la Légion, S.O.L., puis milicien, a assisté à quelques réunions. Le 6 juin, refuse de répondre à la mobilisation. « Ils sont venus me chercher avec une mitraillette ». Fut équipé et armé; reconnaît avoir pris la garde.

N'a participé à aucune expédition.

Mort.

TOUZELLIER Antonin, né le 4 décembre 1919, agriculteur, marié, 1 enfant, mère infirme à charge, Saint-Quentin-la-Poterie.

A adhéré à la Milice en avril 1943, a assisté à quelques réunions à la Mairie. « A la mobilisation, on est venu me chercher avec une mitraillette ».

Fut équipé et armé. « Dès le lendemain, je retournai chez moi où je restai huit jours. On est venu me rechercher pour prendre la garde. A nouveau enfuit, puis repris. Me suis encore enfui à la débâcle allemande ».

Déclare être entré dans la Milice pour ne pas partir en Allemagne.

A encaissé environ 2.000 francs.

(Aurait été trépané en 1934).

Déclare : « Ma démission de la Milice n'ayant pas été acceptée, je n'ai pu me retirer ».

Mort.

VASSIER François, 46 ans, marié, cultivateur.

Adhésion à la Milice en 1943. Déclare avoir touché une chemise et un pantalon de treillis, Franc-garde du 12 juin au 10 août 1944. Aurait touché un mousqueton et 3.000 francs de solde.

A pris la garde. Parti à Alès 15 jours. Une attestation portant 11 signatures certifiant qu'il n'a effectué aucune dénonciation, peu intelligent, travailleur acharné,

incapable d'une mauvaise action, a été entraîné sans savoir de quoi il s'agissait.

Mort.

DUPRE Raoul, né le 9 octobre 1920, marié, 1 enfant, mère à charge, demeurant à St-Quentin-la-Poterie.

A adhéré au S.O.L., puis fut versé dans la Milice. Reconnait avoir assisté à quelques réunions et manifestations.

Déclare : « En juin 1944, on est venu me chercher, je fus mobilisé et armé ».

Déclare, en outre : « Lorsque je fus commandé pour les missions contre le maquis, je me suis fait réformer ».

Déclare avoir adhéré à la Milice pour ne pas partir en Allemagne.

A perçu 2.000 francs comme aide-cuisinier.

Mort exécuté.

COMBALUZIER Pierre, né le 29 juin 1920, marié, plombier-zingueur, demeurant à Uzès.

Reconnait avoir adhéré à la Milice en 1943 au moment de l'institution de la Carte du travail.

Déclare s'être engagé dans la Milice pour échapper au S.T.O.

Mort exécuté.

BROC Albert, né le 2 juillet 1907, cultivateur, marié, 2 enfants, demeurant à Ozhillon.

Reconnait être entré dans la Milice en juin 1943 et avoir participé à une expédition à Alès et Barjac.

Déclare n'avoir jamais participé à aucune arrestation ni action contre le maquis.

Mort exécuté.

RIBOT Charles, 27 ans, cultivateur, demeurant à Cresolan, marié, 2 enfants, Croix de guerre 1939-1940.

A appartenu à la Milice depuis sa formation; depuis la mobilisation générale, a perçu 4.000 francs par mois; déclare être parti armé à Alès (un mousqueton et six cartouches).

A fait un exercice d'entraînement; mais s'est fait porter malade et n'a pas participé à des opérations armées.

Revenu à Nîmes, a pris la garde au siège de la Milice. Bien que connaissant la cachette d'un réfractaire au S.T.O., ne l'a pas dénoncé. Nommé vice-président de la Légion, en raison de son courage à la guerre de 1939-1940, a suivi la filière S.O.L., puis Milice.

Mort.

NAUDY Jules, 22-ans, célibataire, cisailleur-métallurgiste, demeurant à Pamiers (Ariège), arrêté à Lunel, amené à Nîmes.

Appartient à la Milice depuis le 6 juin 1944; y serait entré à la suite de son licenciement dans l'usine qui l'employait. A perçu 3.200 francs. A participé à une opération et à des patrouilles entreprises par la Milice.

Avait un fusil (modèle 1936) et 15 cartouches. Activité probable dans l'Ariège.

Mort.

SUPERY Jean, 25 ans, marié, 1 enfant, négociant, demeurant à Mas-d'Asile (Ariège), arrêté à Lunel, amené à Nîmes.

Appartient à la Milice depuis sa formation; a répondu à l'appel de mobilisation de juin 1944. A perçu 2.900 francs. A été malade. N'a pas participé à des opérations; était d'ailleurs employé comme aide-cuisinier. (Activité probable dans l'Ariège).

Mort.

Un débat « politiquement correct »

Le documentaire fut suivi d'un « débat » entre plusieurs invités. Outre Henri Amouroux déjà cité, y participaient les historiens Robert Paxton, Olivier Baruch et l'écrivain Jean Lacouture. L'identité des quatre invités permet de comprendre l'utilisation que j'ai faite des guillemets pour le mot *débat* : ni Paxton, ni Baruch, ni Lacouture, tous « politiquement corrects », ne pouvaient apporter une réelle contradiction. Quant à H. Amouroux, son honnêteté et son objectivité à propos de Vichy sont idéniables ; mais les pressions sociales sont telles (lois liberticides, police de la pensée...) qu'il ne peut guère crier toute la vérité. Le téléspectateur put donc assister non à un débat, mais à un échange de vues officielles sur Vichy et le Juifs.

La discussion dura une heure environ, une heure pendant lesquelles de nombreuses énormités furent proférées.

Une énormité prononcée par R. Paxton à propos de l'Armistice

Ainsi en fut-il lorsque, avec un aplomb remarquable, R. Paxton déclara que l'Armistice de juin 1940 n'était « *pas inéluctable* » et qu'il fut « *un choix* » politique. Pour répondre à une telle insanité, il suffit de revenir en mai-juin 1940. A cette époque, les autorités qui gouvernaient la France devaient faire face à deux problèmes : a) le problème militaire, b) le problème humain.

Problème militaire. La bataille de France débuta le 10 mai 1940 avec l'attaque des armées allemandes. Dans son livre déjà cité, Y. Bouthillier a admirablement résumé son déroulement en quatre actes :

- du 10 au 17 mai, les armées allemandes ont percé le front ;
- du 18 au 24 mai, les armées belges, anglaises et françaises du Nord ont été enveloppées ;

- du 25 mai au 4 juin, les armées du Nord furent contraintes de rembarquer à Dunkerque. Alors que Weygand tentait de reconstituer un nouveau front de l'embouchure de la Somme à Montmédy la Belgique capitula ;

- Du 4 au 12 juin, les armées françaises se disloquèrent¹⁷.

Le 29 mai, dans une note remise à Paul Reynaud, Weygand avait alerté les politiques en écrivant :

En raison de l'énorme disproportion des forces et des moyens entre l'attaque et la défense [...] il est possible que, malgré l'effort héroïque de tous, les positions actuellement défendues viennent à être sérieusement entamées. Dans cette éventualité, la puissance de pénétration et d'exploitation que l'ennemi tire de ses unités cuirassées et de son aviation pourrait lui permettre d'atteindre rapidement les centres vitaux du pays. En particulier l'armée française pourrait être impuissante à arrêter un raid adverse sur la région parisienne où se trouve concentrée une partie importante de nos industries de guerre. Dans ce cas, la France serait hors d'état de continuer une lutte assurant une défense coordonnée de son territoire.

Puis, s'adressant aux Anglais :

Il paraît d'autre part tout aussi nécessaire que le gouvernement britannique sache qu'il peut venir un moment à partir duquel la France se trouverait, malgré sa volonté, dans l'impossibilité de continuer une lutte militairement efficace pour protéger son sol. Ce moment serait marqué par la rupture définitive des positions sur lesquelles les armées françaises ont reçu l'ordre de se battre sans esprit de recul¹⁸.

Dès le 29 mai, donc, le général Weygand envisageait le pire. A cet instant, cependant, les armées poursuivaient la lutte et des réserves étaient encore disponibles.

Le 11 juin suivant, durant le Conseil suprême tenu en présence notamment de P. Reynaud et de W. Churchill,

¹⁷ Voy. Y. Bouthillier, *op. cit.*, p. 31.

¹⁸ Voy. général Weygand, *Mémoires/Rappelé au Service*, (Éditions Flammarion, 1950), pp. 150-151.

Weygand dressa un sombre tableau de la situation. Bien que l'espoir subsistât encore, le péril gagnait ; l'armée française, épuisée, n'avait plus de renforts. Voici ce que l'on peut lire dans le procès verbal de la séance (résumé des propos tenus par Weygand)

[...] toutes les réserves sont épuisées. L'on se trouve sur une véritable lame de couteau; sans savoir de quel côté l'on peut tomber d'un instant à l'autre. Il est incontestable que l'adversaire est très fatigué et qu'il peut être amené à s'arrêter ; faute de souffle. C'est pourquoi le Général [Weygand], dans son ordre du jour, a parlé du dernier quart d'heure : c'est une course contre l'épuisement des troupes françaises qui sont sur le point de ne plus pouvoir [tenir], et l'essoufflement de l'ennemi.

Le Généralissime ne peut garantir que les lignes tiennent encore demain [*Ibid.*, p. 586].

Et le lendemain, en effet, survint le moment fatidique où le dernier front reconstitué en hâte craqua. S'étant rendu au Quartier général du général Georges, Weygand apprit la déplorable réalité : en Champagne, les chars allemands déboulaient ; Reims était prise. Certes, la IV^e et la VI^e armées avaient réussi à se ressouder pendant que la VII^e était parvenue à rétablir le front Nord près de Paris. Mais la Xe armée avait définitivement perdu le contact avec le 9^e corps ce qui avait permis à l'ennemi de franchir la Seine en direction d'Evreux tandis que, ailleurs, il traversait la Marne et se déployait partout.

Dans ses mémoires, Weygand écrit :

Ainsi notre dernière ligne de défense craquait de toutes parts. Mes efforts avaient été vains. La bataille de France était perdue. Selon les degrés de résistance qu'allaient pouvoir offrir sur les principaux axes de pénétration nos armées, dont la consigne était de lutter toujours, l'occupation du territoire français serait plus ou moins rapide, mais elle était inéluctable [*Ibid.*, p. 207]

Ces quelques rappels suffisent pour se convaincre que, sur le plan militaire, la défaite de la France sur son sol national était complète. Le front était crevé, les armées disloquées et mises en déroute. La poursuite de la lutte était désormais matériellement impossible.

J. Lacouture croit encore que la France pouvait poursuivre la guerre en Afrique

Mais, nous répondra-t-on, si la France était battue sur son sol, il lui restait les colonies, et plus particulièrement l'Afrique du Nord. Cette objection fut faite dès 1940 par ceux qui prétendaient que la France avait été « vendue » par la « cinquième colonne ». Lors de l'émission « La Marche du Siècle », elle fut notamment reprise par Jean Lacouture qui déclara qu'en juin 1940, l'« hypothèse » d'une guerre poursuivie en Afrique du Nord était « très recevable ».

On reste consterné en entendant de pareilles inepties près de soixante ans après les faits. En 1945, Weygand avait démontré que la poursuite de la lutte en Afrique du Nord était impossible. Déposant au procès Pétain, il avait déclaré :

L'Afrique du Nord avait pour la défendre des troupes tout à fait insuffisantes, et ces troupes étaient insuffisamment armées.

Il n'y avait pas, en Afrique, de défense contre avions, sauf dans les deux ports de Bizerte et de Mers-el-Kébir.

Il n'y avait pas, en Afrique, de canons lourds, sauf de vieux canons de 120, qui dataient de bien avant la guerre de 1914.

Il n'y avait, en Afrique, qu'un bataillon de chars et les troupes africaines, je l'ai déjà dit, n'étaient qu'incomplètement armées.

mais alors, on pouvait peut-être faire venir des renforts ? Mais d'où ? De France ?...

A quels renforts a-t-on pensé ?... On a pensé à deux classes qui auraient été appelées. Ces classes, Messieurs, c'est-à-dire 500 000 hommes, il n'y avait moyen ni de les habiller, ni de les armer.

Enlever ces unités sur le front ? Peut-être était-ce possible. Je ne le crois pas ; mais si c'eût été possible, s'il y avait eu de quoi armer

ces 500 000 hommes, y avait-il de quoi les transporter ? Il n'y avait pas de bateaux.

S'il y avait eu des bateaux, aurait-on eu le temps de les transporter, alors que le transport d'une division d'Afrique du Nord en France, ou de Grande-Bretagne en France demandait à peu près une huitaine de jours ?

Non : il n'y avait pas de renforcement possible de l'Afrique du Nord par les troupes de France.

Il n'y avait pas de renforcement possible de l'Afrique du Nord par les troupes britanniques qui, à ce moment, n'avaient plus de moyens.

Il n'y en avait pas par les troupes américaines, l'Amérique n'étant pas encore en guerre à ce moment là.

L'Afrique était livrée à ses seuls moyens.

Et à quoi aurait-elle dû faire face ?

Mais elle aurait dû faire face à toutes les forces de l'Allemagne. L'Allemagne est libre : elle n'a plus d'ennemis en Europe ; la Russie n'est pas encore en guerre à ce moment : au contraire, un traité la lie [au Reich]. Elle a donc toutes ses forces disponibles.

La livraison du territoire français par la capitulation la met aux portes de l'Espagne, la met sur la côte méditerranéenne, la met en communication directe avec l'Italie péninsulaire et insulaire.

Toutes les forces de l'Italie sont également disponibles. Ses forces peuvent agir. Par où ? Elles peuvent agir par la Tunisie, où les forces italiennes sont déjà en nombre¹⁹ ; il y a 250 000 hommes en Tunisie et en Libye.

Elles peuvent agir par l'Espagne. L'Espagne a modifié sa situation politique, l'Espagne est passée de la neutralité à l'état de non-belligérence. L'Espagne a des vues sur certaines parties de notre territoire marocain, des vues sur certaines parties des territoires de l'Oranie, peut-être sur Gibraltar... Tout cela a été agité en son temps.

Les « panzer-divisionen » sont à la porte de la frontière espagnole ; on dit même que quelques-unes ont traversé la frontière espagnole à un certain moment.

Et l'Espagne a une magnifique tête de pont au Maroc espagnol où ses forces ont été portées de 100 à 120 000 hommes. C'est bien là une magnifique tête de pont.

¹⁹ Sauf erreur de notre part, Weygand, ici, se trompe : il n'y avait pas de forces italiennes en Tunisie en 1940. Il y en avait en Libye, alors colonie italienne appelée Cyrénaïque.

Si l'Espagne ne veut pas entrer en guerre, on peut supposer qu'elle peut accorder à l'Allemagne, aux troupes allemandes, le passage.

Enfin, par le fait que l'Axe possède à ce moment, et la Sardaigne, et la Sicile, et les côtes du Sud de l'Espagne — avec les restrictions que je viens de dire, et les côtes de l'Italie, mais surtout la Sardaigne et la Sicile, il dispose de bases d'envol et de bases navales de premier ordre, soit pour ses sous-marins, soit pour des opérations de débarquement, soit, mieux encore, pour des opérations pour lesquelles lui seul à des moyens à ce moment-là : des opérations de grand débarquement aérien de divisions aériennes débarquant comme lors des opérations de Crète par exemple.

Donc, l'Afrique peut être attaquée à la fois par la Tunisie, par le Maroc et par ses côtes [...]. Je sais bien que cela ne se passera pas, pour l'ennemi, sans pertes. La flotte française est là ; l'aviation française est là et la petite aviation de Gibraltar peut agir. Mais tout cela a été étudié : on peut faire payer cher le passage, on passera quand même, on ne peut pas l'empêcher.

Par conséquent, je dis qu'une Afrique inrenforçable ou à peu près aurait eu à faire face à des forces qui, elles, étaient presque indéfiniment renforçables, et sur des espaces de terrain où ses propres forces à elles étaient absolument écartelées.

Mais alors, c'était grave.

Je vais plus loin : j'admets que les chefs militaires, qui ont toujours été d'accord pour faire cela, se soient trompés, et qu'une défense ait été possible de l'Afrique, une défense du moment. Est-ce qu'il s'agit d'une défense du moment ? Non, Messieurs, il s'agit d'une défense de très longue durée — cela a été dit au Conseil des ministres — il s'agit d'une défense de plusieurs années, le temps de donner aux États-Unis, à l'Angleterre, le moyen de fournir des engins de guerre, tels que chars et avions, surtout que l'offensive puisse être reprise.

Est-ce que l'Afrique est en état de mener une telle guerre ? Mais elle n'a pas une industrie de guerre, elle ne peut, par conséquent, pas entretenir les pauvres approvisionnements de munitions qu'elle a.

La France n'existant plus, elle n'a plus de sources pour ses cadres français et ses soldats français qui sont les encadrements forcés de nos troupes indigènes.

Enfin, il y a une quantité de matières qui sont nécessaires à la conduite de la guerre, telles que les carburants au premier chef. D'où les fera-t-on venir ?

Par conséquent, Messieurs, une défense de longue durée de l'Afrique était impossible. [En capitulant en France pour continuer la lutte en Afrique] on aurait perdu l'honneur, le territoire français et l'Afrique.

Car, Messieurs, il faut bien le dire, quand cette idée de l'Afrique est-elle venue ? Elle est venue le 29 mai. Et vous croyez que c'est en quinze jours que l'on peut préparer de pareilles choses ? [...] C'est en quinze jours que l'on peut préparer la défense de l'Afrique et organiser des dépôts de munitions ? Demander son concours à l'Amérique ? Avoir à transporter des troupes ? que sais-je encore, toutes les dispositions qu'il faut prendre ! [...] la guerre ne s'accomode pas des jeux de l'esprit : la guerre est une affaire de force²⁰.

Deux ans avant lui, Louis Rougier avait répondu à Henri de Kérillis qui, bien à l'abri à l'étranger, tentait de soutenir la thèse d'une guerre possible en Afrique du Nord. Les termes sans appel de sa lettre furent publiés en 1943 puis en 1946²¹.

Dès lors, la conclusion s'impose, nette : en juin 1940, la France, militairement écrasée sur son sol, ne pouvait prétendre poursuivre la guerre dans ses colonies. Afin de sauver ce qui pouvait l'être, elle se voyait contrainte de demander un armistice. Cette demande était d'autant plus urgente que parallèlement à la catastrophe militaire se déroulait une catastrophe humaine : des millions de réfugiés fuyant l'avance allemande erraient sur les routes en un long cortège de misère et de souffrance.

J. Lacouture l'affirme : le peuple français a accepté l'Armistice parce qu'il était mal informé

Au cours de l'émission présentée par J.M. Cadava, J. Lacouture prétendit que si, en 1940, une « forte majorité du peuple français » avait accepté l'Armistice, c'est parce qu'il était « mal informé ».

²⁰ les sténotypies du procès Pétain (parues au *Journal officiel*), pp. 137-138.

²¹ Voy. le journal *Pour la Victoire*, livraison du 29 juillet 1943 ; voy. également L. Rougier, *Mission Secrète à Londres* (Les Éditions du Cheval Ailé, 1946), document V, pp. 237 et suivantes.

Mal informé ? Déposant en 1945, Weygand évoqua la question des réfugiés. Il retraça le fameux Conseil suprême du 12 juin 1940 à Cangé avec ces mots :

Après avoir exposé la situation [militaire] dans ses détails, je dis nettement : « Je demande l'armistice ». Et, comme dernier argument, je dis : Demandez-le maintenant où il est temps encore, où nos troupes ont encore une certaine cohésion. Et, Messieurs, dis-je au conseil, il ne s'agit pas seulement de l'ordre dans nos troupes : il s'agit de l'ordre dans les populations. N'oubliez pas que nous avons cinq ou six millions de population qui déferlent vers le Sud, depuis des semaines. Ce sont les Belges qui ont entraîné les populations de la zone du Nord ; les populations du Nord qui ont entraîné celles de l'Ile-de-France et de Normandie, et les populations du centre à leur suite ; et maintenant c'est cinq ou six millions de population qui déferlent dans un désordre épouvantable, commençant à se mélanger aux troupes, sans moyen de subsistance²².

Dans son livre sur l'Armistice, Camille Chautemps se souvient :

Sans ordre, et souvent malgré des ordres contraires, des populations entières abandonnaient leurs villages, se mettaient en marche à l'aide de véhicules les plus variés et les plus pittoresques, instruments agricoles, pompes à incendie, chars à bœufs, ou même simplement à pied et poussant devant elles des voitures d'enfant. Elles encombraient les routes et paralysaient le mouvement des armées [...]. Des mères éperdues arrivaient à l'étape portant avec elles le cadavre de leur enfant tué sous leurs yeux. Des femmes enceintes avaient dû être arrêtées en route et entassées dans les caves obscures d'un château, où elles faisaient leurs couches dans les pires conditions²³.

De son côté, Bernard Faÿ, qui était resté à Paris, écrit :

Nuit et jour, de façon presque continue, le pitoyable défilé s'écoulait, comme un fleuve de misère. Paris morne et silencieux

²² Voy. les sténotypies du procès Pétain, déjà citées, p. 134, col. C.

²³ Voy. Camille Chautemps, *Cahiers Secrets de l'Armistice* (1939-1940) (Éditions Plon, 1963), pp. 95-96.

semblait vide de toute vie, bien qu'une foule immense le traversât en un cortège interminable, pitoyable et bigarré d'est en ouest, de nord en sud. Sur le boulevard Saint-Germain, entre des boutiques aux volets clos et des trottoirs vides, la caravane peinait et chemina ; des autos militaires bondées d'officiers avec des femmes et des ballots de toutes sortes passaient en tête, cherchant à dépasser les autres ; des ambulances surchargées d'un attirail hétéroclite luttèrent de vitesse avec eux ; derrière piétinaient les soldats ; sur leurs talons, poules, dindons, canards ou mitrailleuses ; des vieilles gens à pied poussant devant eux des charettes débordantes de matelas que couronnaient des cages à oiseaux ou des instruments aratoires, des femmes attelées à des voitures d'enfants à demi brisées, qui contenaient leurs effets et le reste de leur ancien bien-être ; de grosses autos conduites par des jeunes filles hagardes, à peine vêtues, qui emportaient en hâte, pêle-mêle, fourrures, tableaux, violons, chiens et chats, des ânes égarés, des vaches ahuries, parfois un énorme char de foin sur lequel dormaient, juchés, des soldats, des infirmes et des enfants ; des groupes de troupiers éclopés, parfois une section d'un régiment disloqué, ou bien une auto mitrailleuse, des chèvres curieuses, de gros chiens perdus, un nain qui trottnait, toujours en retard, un unijambiste éperdu, en larmes, et que suivait sa femme désolée, enfin n'importe qui, n'importe quoi, mais toujours, partout, sur tous les visages, sur toutes les lèvres et dans tous les yeux, la honte, la peur, la souffrance...²⁴

Ceux, qui, dans ce chaos, tentaient de ramener les fuyards à la raison étaient immédiatement suspectés et insultés. L'ancien directeur des maisons d'édition Fayard-Tallandier raconte l'histoire de ces « cinq femmes, jeunes et vieilles qui, poussant chacune une voiture d'enfants, traînaient à leurs trousses une quinzaine de gosses d'environ cinq à dix ans... ». S'approchant, il leur demanda où elles allaient :

elles me répondirent qu'elles partaient devant elles, résolues à fuir aussi loin que leurs forces le permettraient, ayant trop peur des Allemands pour rester avec eux... Insistant pour savoir ce qu'elles avaient comme vivres, je me rendis compte qu'elles emportaient à peine de quoi manger pour une journée, et très peu de boissons...

²⁴ Voy. Bernard Faÿ, *La Guerre des Trois Fous / Hitler-Staline-Roosevelt* (Librairie Académique Perrin, 1968), pp. 118-119.

Aussi je les suppliai de rentrer chez elles avec leurs petiots (dont quelques-uns étaient d'ailleurs des voisins).

Mais d'autres fugitifs, qui les suivaient, me demandèrent de quoi je me mêlais : ils m'insultèrent ; l'un d'eux alla jusqu'à crier que je faisais partie de la cinquième colonne ! Que faire ? Tristement, je m'éloignai, incapable de faire comprendre à ces malheureux, — que j'ai traité de criminels — la terrible responsabilité qu'ils assumaient en excitant encore ces pauvres femmes à fuir dans des conditions aussi misérables... d'autant plus que la pluie tombait et que les gosses étaient légèrement vêtus...²⁵

Dans le tumulte, des familles commençaient « à se disperser, des enfants à perdre leurs parents. Au passage, les automobilistes recueillaient des gosses qui pleuraient en appelant : "Maman, maman !.." » (Ibid., pp. 38-39). Ici, « un enfant pleurait. Une femme gémissait entre des sanglots : — Je n'ai plus de lait, mon petit, je n'ai plus de lait » (Ibid., pp. 40-41), là, une « clameur désespérée » rompait le silence nocturne puis, après un bref silence, une voie aigüe retentissait : « — Je te dis qu'il est mort !.. Il est mort. Touche-le ! » Dans une voiture, un vieillard venait d'expirer (Ibid., p. 48), ailleurs, deux femmes « à bout de souffrance lucide, à bout de force nerveuse », sombraient dans la folie ; l'une allait se perdre dans les bois (son mari la rechercha en vain), l'autre allait « être saisie, ligotée, enfermée dans une voiture » (Ibid., p. 70).

A l'arrière, des enfants, des vieillards et des blessés avaient été abandonnés par ceux qui en avaient la responsabilité. Bernard Faÿ évoque ces cas de lâcheté, « des hontes dont nous rougissions » :

Plusieurs professeurs qui devaient garder les enfants de Paris avaient fui quand les Allemands approchaient, laissant leurs écoliers en proie à la panique. Mais j'éprouvais une indignation bien plus vive quand on me signala que médecins, infirmiers et infirmières d'un des grands hospices des environs de Paris, réservé aux

²⁵ Voy. Jean de la Hire, *Les Horreurs que nous avons vues* (Éditions Tallandier, 1940), pp. 28-29.

vieillards, les avaient plantés là, en fermant la porte à clé derrière eux tandis que, dans leurs autos, ils gagnaient le sud de la Loire au plus vite. Je m'y rendis et trouvai ces vieux, ces vieilles dans un état de surexcitation, de terreur et de crasse qui nous fit d'abord reculer [...]. Plus violente fut ma colère de découvrir certains hôpitaux ou ambulances de blessés militaires abandonnés des médecins, chirurgiens, infirmiers et filles de salle. Les malheureux gisaient dans leur pus et leurs excréments, infectés, désespérés²⁶.

Ce retour dans le passé permet de juger les propos de J. Lacouture sur la prétendue ignorance du peuple en juin 1940. Non, le peuple n'était pas « mal informé ». Au contraire, il vivait dans sa chair les conséquences d'une défaite totale.

En outre, face à une telle catastrophe humanitaire, le Gouvernement n'avait pas le choix : il ne pouvait plus être question, pour lui, de songer à continuer la guerre où que ce fut ; les autorités devaient sans délai demander un armistice afin que, les combats finis, elles puissent se mettre immédiatement au travail pour sauver ce qui pouvait l'être.

Pétain accusé d'être responsable de la défaite

Lors du débat, en outre, P. Pétain fut accusé d'avoir été l'un des principaux responsables de la défaite de 1940. En guise de justification, il fut rappelé que le Maréchal avait été président du Conseil supérieur de la Guerre jusqu'en 1931 et ministre de la Guerre durant quelques mois en 1934. Par conséquent, P. Pétain aurait été l'un des principaux responsables de la mauvaise préparation de l'armée en 1939-1940.

Nous reviendrons plus loin sur les causes de la défaite. Toutefois, rappelons que dès 1945 le Maréchal avait lui-même répondu à cette accusation en écrivant :

J'étais ministre de la guerre en 1934, je ne le suis resté que 9 mois. Cela suffit à mes adversaires pour essayer de me rendre respon-

²⁶ Voy. B. Faÿ, *op. cit.*, p. 140.

sable de la défaite de 1940. Je ne suis guère en mesure, actuellement en prison, démuné de tous documents, séparé de mes collaborateurs, d'apporter des précisions sur le budget des armements de 1933. Ce que je puis affirmer, c'est que mon effort a tendu essentiellement à la réorganisation de l'armée, alors que la politique de presque tous mes prédécesseurs n'avait, au contraire, tendu qu'à l'application de la formule « arbitrage, sécurité, désarmement ».

Une des premières conséquences du désarmement avait été la réduction de la durée du service militaire. En ce qui concerne la diminution de 20 % sur les crédits de matériels inscrits au budget de 1934, il ne s'est agi, en réalité que d'une variante d'emploi, absolument justifiée, puisque, sur les crédits restants, 200 millions ont dû être reportés à l'exercice de 1935 par suite du retard dans la livraison des matériels commandés.

Depuis la note du 17 avril 1934, la politique de la France était d'assurer elle-même sa propre défense. J'ai alors tracé, pour 1935 et les années suivantes, tout un plan de réarmement et réclamé un crédit de 800 millions comme première tranche de ce nouveau programme. Mais on ne pouvait modifier en quelques semaines, dans le domaine des réalisations partielles, une politique de dix années d'illusion, d'hésitation, de faiblesse, contre laquelle les autorités militaires étaient demeurées sans pouvoir.

C'est donc à partir de cette orientation nouvelle de notre politique que j'ai ménagé un programme qui allait se concrétiser dès l'année suivante dans le budget que j'avais préparé. C'est moi, en fait, qui, après avoir mené une campagne en faveur de l'aviation à travers toute la France, ai amorcé le réarmement. Depuis que les événements m'ont éclairé sur la bonne foi dont sont capables des hommes décidés à m'abattre par tous les moyens, c'est avec le sourire que j'ai vu au premier rang de ceux qui m'accusent d'avoir désarmé la France, M. Daladier, qui écrivait le 13 juin 1934, au moment tragique des classes creuses : « *Ni le parlement, ni le pays n'admettraient, en ce moment, l'extension de la durée du service qui donnerait à l'Europe le signal retentissant de la course aux armements* ».

Quant aux chefs du parti communiste — que je ne confonds pas avec la classe ouvrière — qui m'accusent de trahison, ils avaient délégué M. Ramette à la tribune de la Chambre pour répondre au discours dans lequel je sollicitais le vote immédiat de crédits nouveaux de 1,275 millions, et M. Ramette s'exprimait ainsi : « *Nous ne situerons pas la discussion d'aujourd'hui à la manière du parti socialiste et de Jules Moch. Son souci est qu'on réalise à*

meilleur marché la préparation de la guerre. Nous, nous nous dresserons contre cette préparation en bloc. Et si la guerre éclate, notre but sera de la transformer en guerre civile »²⁷.

La République esquive le débat sur les responsabilités de la défaite

Mais il y a plus grave. Jugeant le documentaire diffusé lors de la première partie de l'émission, H. Amouroux l'a comparé à un livre de 500 pages dont il manquerait les cent premières pages. Et ces pages, c'étaient celles qui parlaient de la défaite, de l'écrasement de nos armées, du flot des réfugiés sur les routes. Or, reprit l'éminent historien, en les recouvrant d'un voile pudique, en cachant aux téléspectateurs cette sombre période de notre Histoire, l'auteur du documentaire leur a laissé croire que « *Vichy [était] tombé du ciel* », qu'il était né de « *sa propre substance* », soudainement, un certain 11 juillet 1940. Et Amouroux de conclure : « *Vichy avait une cause, c'est la la défaite [de juin 40]* ».

L'histoire de France ne commence pas en juin 40

Ce procédé qui consiste masquer la véritable cause de la naissance de Vichy n'est pas nouveau. Il a été adopté dès 1944 par ceux qui, revenus à la suite des armées anglo-américaines, prétendirent juger les « collaborateurs ». A cette époque, déjà, Laval s'écriait :

Qu'est-ce que j'ai été dans toute cette affaire effroyable pour notre pays, sinon le syndic d'une faillite ?

On parle toujours de ce qui s'est fait après l'armistice. On ne parle jamais de ce qui s'est passé avant. Il faudrait bien en parler un peu. L'Histoire de France ne commence tout de même pas au mois du juin 40²⁸.

²⁷ Voy. P. Pétain, *op. cit.*, pp. 15-17.

²⁸ Voy. Yves-Frédéric Jaffré, *Les Derniers Propos de Pierre Laval* (Éditions André Bonne, 1953), p. 118.

Certes, l'histoire de la France ne commençait pas en juin 1940 ; mais l'évocation des mois antérieurs obligeait à parler sérieusement de la défaite, de ses causes et, par conséquent, des *responsabilités*. Or, c'est un sujet que, depuis près de soixante ans, la République, soit évite soigneusement, soit, lorsqu'elle est contrainte de l'aborder, tente de s'en sortir grâce à de misérables échappatoires.

En 1940, la France aurait été vendue

Dès juillet 1940, ainsi, certains prétendirent expliquer la défaite en invoquant une France qui aurait « vendue », victime d'un complot ourdi par des traîtres : royalistes, cagouleurs et revanchards de toute espèce. C'était la fameuse « Cinquième Colonne ». A ce sujet, je renvoie le lecteur au livre d'Albert Bayet intitulé : *Pétain et la Cinquième Colonne*²⁹. Publié en octobre 1944, son auteur affirmait :

Non, la France n'a pas été vaincue : la France a été vendue [...].

Par qui ? Par une bande de traîtres.

Quelle était cette bande ? la Cinquième Colonne.

Quel en était le chef ? Philippe Pétain [p. 12]

Afin, par exemple, d'expliquer la défaite de nos armées, A. Bayet ne craignait pas d'écrire :

[...] le soldat français de 1940 valait exactement celui de 1914 [...]. Seulement, cette armée française de 1940 qui, même après huit mois d'attente démoralisante, ne demandait qu'à se battre [...] cette armée a été systématiquement écartée des champs de bataille.

Les uns, à l'Ouest, au Centre, ont reçu ordres de repli sur ordres de repli ; ils ont cru de bonne foi participer à une grande manœuvre stratégique, alors qu'on ne cherchait qu'à les disperser et les désarmer. Les autres, à l'Est, ont été maintenus sur des positions qu'on avait permis à l'ennemi de tourner, et ils ont été livrés sans avoir eu le temps d'engager la lutte [pp. 11-12].

²⁹ Albert Bayet : *Pétain et la Cinquième Colonne* (Société d'Éditions de Franc-Tireur, 1944).

On se demande comment, avec de tels ordres, 125 000 soldats français avaient pu tomber entre mai et juin 1940.

Il était loin le temps où, critique militaire au journal *L'Œuvre*, A. Bayet, qui n'avait vu ni complot, ni repli suspect de nos armées, félicitait Pétain et le haut-commandement (incarné par Weygand) en ces termes :

Certes, [Hitler] ne comptait pas avec ses forces battre nos armées, occuper le pays, mais il espérait qu'en donnant l'impression d'une ruée irrésistible, il allait semer l'épouvante, briser le moral de la France. C'est le grand mérite du cabinet Reynaud-Pétain-Mandel et du général Weygand d'avoir déjoué ce calcul³⁰.

Tandis que l'énergie farouche, réclamée et obtenue par le général Weygand commence à donner au front des résultats militaires, il faut maintenir dans tout le pays cet esprit d'union résolue qui est la condition du salut³¹.

On l'aura compris, la thèse qui invoque un prétendu complot contre la France en 1939-1940 n'est qu'une fiction. Aujourd'hui, d'ailleurs, elle est abandonnée de tous les historiens sérieux.

A partir de 1944, elle avait été reprise notamment par les communistes soucieux de faire oublier la période (qui va du 23 août 1939 — date de la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique — au 21 juin 1941 — date de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne —) où ils luttèrent contre la « guerre impérialiste » et où ils prêchaient la fraternisation avec le soldat allemand. C'était l'époque où *L'Humanité* (devenue clandestine) titrait : « *Les soldats contre la guerre* »³² et s'écriait :

³⁰ *L'Œuvre*, livraison du 24 mai 1940.

³¹ *L'Œuvre*, livraison du 26 mai 1940.

³² Voy. *L'Humanité*, numéro spécial, sans date [mars 1940], fac-similé publié par Georges Virebeau dans : *Les Communistes et la Deuxième Guerre Mondiale. Des documents oubliés (1939-1944)* (auto-édité, 1995), p. 23.

Nous ne croyons plus aux mensonges officiels, aux bobards sur "la défense de la liberté et de la civilisation" [...].

Cette fois-ci, pas de fleurs aux fusils, pas de folie chauvine, ni de fureur guerrière. Saignée deux fois en vingt-cinq ans, notre génération a appris à voir clair.

La vérité c'est que la guerre actuelle est une guerre impérialiste. Les financiers franco-anglais et les gros industriels allemands se disputent la conquête des matières premières et de nouveaux débouchés. Leur querelle n'est pas notre querelle³³.

Rédaction et impression:
Quelque part sur le front.

Soldat! sous l'uniforme tu
restes un travailleur.
Ne l'oublie jamais!

L'Humanité du Soldat

TRAIT D'UNION

DES SOLDATS, OUVRIERS, PAYSANS

1ER MAI 1940

1er MAI: manifestation ouvrière internationale. Soldats, marins, aviateurs, nous n'oublions pas, sous l'uniforme, que nous restons des travailleurs. Fils du peuple en tenue militaire, nous revoyons, fleuries de drapeaux rouges, les démonstrations consacrées depuis un demi siècle aux revendications ouvrières.

Notre pensée va à tout ce qui nous est cher, à nos femmes, nos enfants, aux vieux parents, aux compagnons de travail avec qui nous marchions coude à coude, unis par les mêmes souffrances et les mêmes espoirs. Les sapeurs et les coquelicots aux boutonnières, les gosses élevés au-dessus des foules, les bannières et les chants, les classeurs des vieux faubourgs nous gardons au cœur toutes ces images de notre vie d'avant-guerre.

Pour le pain, la liberté, la paix.

Mon, la flamme de 1936 n'est pas éteinte. Nous sommes la génération du 9 Février et de Juin 1936. Le soldat de 1940 c'est l'ouvrier ou le paysan d'hier. Il se souvient.

1er Mai 1940: tout notre passé récent nous appelle l'union contre les fauteurs et promoteurs de guerre, à l'action résolue pour la paix immédiate!

POUR QUI, POUR QUOI CETTE GUERRE ?

C'est notre sang, sang d'ouvriers et de paysans qui coule pour le plus grand profit des capitalistes. "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la mûre porte l'orage" disait Jean Jaurès.

La guerre avec son cortège de misères, d'horreurs et de deuils. Pour qui, pour quoi? Dans un régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qu'avons-nous à défendre, nous qui ne possédons rien?

Nous ne croyons plus aux mensonges officiels, aux bobards sur "la défense de la liberté et de la civilisation". En 1914 on a eu nos aînés par la duperie des beaux principes précieusement foulés aux pieds par les sauteurs de l'heure. On ne nous y prendra plus.

Cette fois-ci, pas de fleurs aux fusils, pas de folie chauvine, ni de fureur guerrière. Saignée deux fois en vingt-cinq ans, notre génération a appris à voir clair.

La vérité c'est que la guerre actuelle est une guerre impérialiste. Les financiers franco-anglais et les gros industriels allemands se disputent la conquête des matières premières et de nouveaux débouchés. Leur querelle n'est pas notre querelle.

C'est la guerre du fer avoue cyniquement Paul Reynaud à l'heure où des milliers de marins s'embrassent dans les eaux norvégiques. Or, les magnats français, les de Wendel et les Schneider, renouvelant le scandale de Briey, n'ont pas cessé, avant et au début de cette guerre, de fournir du minerai à leurs confrères, les barons d'Outre-Rhin. Il fut même un temps où une partie de ce fer français, livré en Allemagne, est revenu sous la forme de munitions et d'armes antiaériennes accumulées par les Cagoulaards pour tirer sur les prolétaires français fidèles à leur Front Populaire. Lorsqu'il s'agit de sauvegarder leurs privilèges et d'asservir le peuple, les capitalistes n'ont pas de patrie.

³³ Voy. *L'Humanité du Soldat*, sans date [mai 1940], *ibid.*, p. 25.

Une autre échappatoire, utilisée encore, repose sur la dilution des responsabilités à l'infini. Le 6 juin 1940, alors que la bataille faisait rage, Paul Raynaud déclarait dans un discours radiodiffusé :

Les responsabilités, nous en portons tous tant que nous sommes, chacun de nous, chacun de vous, chaque élu, chaque électeur [...].

Dilution des responsabilités

Lors de l'émission *La Marche du Siècle*, l'historien H. Amouroux a repris cette argumentation lorsqu'il a déclaré : « *il aurait fallu dire qu'on était tous responsables* ».

Dès 1941, Georges Champeaux avait relevé la fausseté de cette dialectique trop facile en écrivant :

il nous sera bien permis d'observer que la responsabilité de l'électeur trompé est inférieure à celle de l'élu trompeur, et que parmi les élus eux-mêmes les responsabilités ne sont pas égales. Il tombe sous le sens que Daladier, qui exhorta la Chambre à voter les crédits de guerre, est plus responsable, en tout état de cause, que Bergery qui refusa de les voter³⁴.

Mais on ne saurait s'arrêter aux fautes personnelles. Comme l'a déclaré P. Laval :

Si nous avons subi, au printemps de cette année-là, et guère plus de vingt ans après notre victoire de 1918, la plus écrasante des défaites, dans une guerre que nous avons nous-mêmes déclarée, ça ne s'est tout de même pas fait par l'opération du Saint-Esprit. Dire que le sort des armes nous a été contraire, que la chance ne nous a pas été favorable, c'est vite dit. Mais il serait bien plus exact de dire qu'il y avait chez nous des choses qui allaient de travers. Et ces choses qui allaient de travers ne sont, au surplus, un mytère pour personne [...]. Il y avait du désordre partout, dans les esprits et dans les choses [...]³⁵.

³⁴ Voy. *La Croisade des Démocraties*, t I, p. XVIII.

³⁵ Voy. Y.-F. Jaffré, *op. cit.*, p. 118.

Les véritables causes de la défaite

La défaite, c'est incontestable, a eu pour cause directe une impréparation militaire et des fautes commises par le Haut-Commandement, notamment avec Gamelin. Mais ces causes immédiates et visibles ne doivent pas cacher les autres qui, bien que moins directes, sont plus importantes : il s'agit des causes d'ordre social et moral.

En 1940, Hitler a gagné parce qu'il avait redonné à son peuple une fougue, une fierté, un véritable idéal de vie. S'exprimant au Reichstag le 19 juillet 1940, le Führer avait déclaré :

[Notre victoire sur tous les fronts] n'aurait pas été possible sans l'attitude du front intérieur et, notamment, sans la création, l'activité et le travail du Parti national-socialiste [...].

Sans cette activité auraient fait défaut toutes les conditions d'un redressement du Reich allemand et, par suite, de la création de l'armée allemande. Il a notamment donné à la lutte sa base idéologique. Au don insensé de la vie de nos adversaires démocratiques pour défendre les intérêts de leurs ploutocraties, il oppose la défense d'une communauté du peuple³⁶.

Alors qu'en Allemagne, le peuple et l'armée étaient soudés dans la discipline autour d'une devise : « Un peuple, un pays, un Führer », qu'en était-il en France ? Le colonel Alerme répond :

Si l'on excepte les éléments au contact, la grande majorité de nos unités a mené, depuis le début des hostilités, une existence, sinon tout a fait désœuvrée, tout au moins sans rappprt étroit avec l'entraînement intensif qu'eût exigé une vue plus juste des nécessités de l'heure.

Dans la zone des armées comme à l'intérieur, on s'est, en quelque sorte, installé douillettement dans la guerre ; on a poursuivi, en les accommodant tant bien que mal à la situation militaire, les errements

³⁶ Voy. Adolf Hitler, *Discours du 28 avril 1939 au 4 mai 1941* (Éditions Denoël, 1941), p. 227.

mis en vigueur par le Front populaire pour ce qu'il appelait en temps de paix : la rénovation de la vie française. L'organisation des loisirs selon l'idéal démocratique a paru constituer une des besognes les plus urgentes. Foyers du soldat, distraction de tous genres, bibliothèques d'orthodoxie républicaine, jardins, aide paysanne, etc., sans oublier les permissions établies, dès le mois de septembre 1939, avec une hâte dont les bénéficiaires eux-mêmes ne furent pas les moins surpris. Tout cela aurait pu être intéressant et profitable si réalisé avec mesure et dans un esprit d'absolue subordination à l'essentiel du moment, c'est-à-dire l'entraînement des troupes et des cadres, à leur perfectionnement. Mais, issues de cette idéologie spéciale dont les hommes du parti de la guerre estimaient qu'elle devait prévaloir sur tout autre considération, ces facilités accumulées eurent surtout pour effet de détendre les volontés et d'amoindrir la discipline [...].

On prétendait qu'une armée luttant pour la liberté du monde ne se mène pas avec la même discipline arriérée et brutale que des soudards aspirant à la domination européenne [...].

Reconnaissons-le, il y a eu dans nos régiments comme dans nos services une sorte de laisser-aller toléré, dont on avait tendance à excuser les abus sous des prétextes d'une haute humanité. Beaucoup de zéloteurs du régime aujourd'hui disparu [texte écrit en septembre 1940] pensaient et disaient avec plus ou moins de bonne foi que les formules de l'idéologie démocratique pouvaient et devaient, avec quelques atténuations peut-être, trouver leur application dans l'armée comme elles l'avaient trouvée dans les autres milieux sociaux.

Il est certain que la tenue et l'allure de nos soldats, sauf certaines unités de l'Est où la tradition était jalousement gardée, n'était plus ce qu'elle avait été entre 1871 et 1895, à la belle époque de notre armée. Personne ne s'en inquiétait sérieusement. beaucoup pensaient, même parmi les officiers, qu'il n'y avait pas grand mal à sacrifier aux idées du jour et qu'on ne lutte pas contre son temps ; ceux-là estimaient qu'il était vain de prétendre isoler l'armée dans une attitude archaïque et qu'une république bien évoluée devait avoir une armée à son image [...]. Rappelons-nous les attaques incessantes et systématiques dont ont été l'objet les conseils de guerre. L'armée, sous la III^e République, a sans cesse été en butte à l'hostilité des partis de gauche parce qu'elle représentait l'ordre [...]. Nous méprisions la maniement d'armes, les exercices en rangs serrés, les mouvements carrés, le formalisme, comme abêtissants,

désuets, indignes d'hommes libres appartenant à cette sorte d'usine géante qu'est devenue l'armée moderne³⁷.

Et Jean Montigny de resumer :

Comme en 1870, l'organisation militaire a craqué parce qu'elle était la projection, la résultante d'une époque malsaine.

Il est certain que beaucoup de soldats n'oubiaient pas facilement une période « où l'esprit de jouissance l'avait emporté sur l'esprit de sacrifice ». Le matérialisme, l'exaltation systématique de la défensive constituent une mauvaise préparation à l'héroïsme, voire à l'acceptation du devoir militaire. L'indiscipline endémique de la nation n'avait pas épargné l'armée : les combattants de 1914-1918 constataient avec surprise l'abandon des signes extérieurs de respect : les officiers renonçaient le plus souvent à se faire saluer.

L'alcoolisme aggravait au front ses ravages : le ministre de la Santé publique, quand il eut à justifier la législation récente contre l'alcool, a cité le cas d'une armée où la consommation des spiritueux a été scandaleuse. Les rapports des médecins du service de santé se plaignaient en vain de cette situation. Les généraux auraient certes désiré remédier à cet état de choses, mais des considérations politiques et électorales qui continuaient à imprégner l'atmosphère s'y opposaient [...].

Répugnance aussi pour la discipline. Notre « Mane, thecel, pharès » s'étalait depuis des années sur les écrans de tous nos cinémas.

On y voyait les manifestations hitlériennes et fascistes de Berlin et de Rome, impressionnantes par leur ampleur, leur ordre, le goût et le respect de la force. Puis apparaissait, à telle cérémonie française, l'arrivée du cortège officiel, la débandade des hauts de forme à travers un dérisoire service d'ordre de gardes républicains ou de gendarmes ventripotents. Le passage d'Albert Lebrun semblait emprunté au film comique de la séance. L'État démocratique s'étalait dans la pagaïe, la médiocrité, l'indiscipline où il était tombé³⁸.

³⁷ Voy. Colonel Alerme, *Les causes militaires de notre défaite* (Publications du Centre d'Études de l'Agence Inter-France, sans date), pp. 33-38.

³⁸ Voy. Jean Montigny, *La Défaite* (Éditions Grasset, 1941), p. 117-118, 123.

Pourquoi la République esquive le débat sur les responsabilités de la défaite

Vichy ayant été le « syndic d'une faillite », la faillite de la IIIe République, le procès de Vichy devrait commencer par celui de la IIIe République. C'est précisément ce que nos gouvernants veulent éviter, pour trois raisons principales.

La première est qu'en 1997, la France reste une République, même si elle a (par deux fois depuis) changé de numéro. Aujourd'hui encore, des dizaines de milliers de personnes (élus, membres des structures en place...) en vivent et, par conséquent, refusent toute idée de changement. La cinquième du nom refusera donc toujours de juger la troisième car nos gouvernants veulent que, dans l'esprit du peuple français, la République demeure le système de gouvernement idéal, un système qui n'aurait jamais falli à quelque époque que ce fût et, ainsi, un système dont il faut élire les représentants qualifiés (ayant reçu le label « politiquement correct »). Tout comme la Première puis la Seconde, la Troisième République doit avoir pris fin victime non de ses vices mais d'un coup d'état fomenté par des factieux.

La seconde raison est que si l'on examine avec attention les tares de la Troisième République finissante (désordre généralisé, incurie, faiblesse des politiques, esprit de jouissance, absence d'idéal, appât du gain, primauté de l'« humanitaire »...) on remarque qu'elle se superposent en de nombreux points à celles observables aujourd'hui dans notre société. Dès lors, les examiner avec attention dans le cadre d'une étude historique objective risquerait d'ouvrir les yeux à des milliers de personnes encore anesthésiées. Celles-ci pourraient alors déclarer : « La Troisième République nous a finalement valu l'invasion allemande par la force ; la Cinquième n'est-elle pas entrain de nous coûter une autre invasion étrangère, réalisée pacifiquement mais qui reste d'être définitive ? ».

La troisième raison, enfin, a été exposée dès 1941 par G. Champeaux. Dans son livre connu des lecteurs, celui-ci a écrit :

Il convient de distinguer entre les causes de la guerre et les causes de la défaite [...]. Ceux qui prétendent circonscrire leur recherche aux causes de la défaite n'ont d'autre but que de jeter un voile pudique sur les causes de la guerre³⁹.

Nous l'avons déjà dit, la France de 1939 n'était pas prête à faire la guerre, ni militairement, ni moralement. Comme l'a écrit Pierre-Antoine Cousteau :

Le 3 septembre 1939, la France, épuisée par la saignée de 14-18 et dégradée, avilie, émasculée par la République, ne pouvait se permettre de faire la guerre sous aucun prétexte, même une guerre victorieuse. Il était trop évident qu'au premier choc toutes les planches pourries se disjoindraient et que, même si nous réussissions à tenir, avec le concours de nombreux alliés, même si quelques millions de jeunes cadavres permettaient de forcer la décision, la « victoire » serait, pour une France vidée de sa substance, le coup de grâce⁴⁰.

Dès lors, pourquoi nos gouvernants d'alors ont-ils jeté le pays dans cette guerre folle, perdue d'avance ? Pour protéger la Pologne ? Si tel avait été le cas, il aurait fallu déclarer la guerre à l'URSS lorsque celle-ci envahit à son tour la Pologne avant d'envahir la Finlande. En vérité, nos gouvernants n'ont-ils pas agi pour des raisons idéologiques, contraints par des lobbies mondiaux puissants ? Ne s'était-il pas agi d'abattre un pays, le Reich, dont la redressement moral et économique menaçait la haute finance mondiale de Londres, Wall Street et de Paris ?

Autant de questions (gênantes) auxquelles les historiens devraient répondre avec franchise.

³⁹ Voy. *La Croisade des Démocraties*, déjà cité, p. XX.

⁴⁰ Voy. *Je Suis Partout*, 3 septembre 1943, p. 1.

Telles sont les raisons pour lesquelles, aujourd'hui, le procès de la Troisième République en tant que cause directe de la naissance de Vichy ne sera pas organisé. Trop d'intérêts politiques actuels sont en jeu ; la République doit rester intouchable, l'éventualité d'une guerre idéologique déclarée par les démocraties ne doit même pas être évoquée, le national-socialisme doit rester le seul fauteur de guerre...

Conclusion

« La Marche du Siècle » diffusée le 24 septembre 1997 a démontré une nouvelle fois qu'en France, les falsifications de l'Histoire sont quasi-quotidiennes. Que se soit sur Auschwitz, sur Pétain ou sur Vichy, les autorités officielles mentent, de façon effrontée, car sur bien des points, la vérité est connue, parfois même depuis un demi-siècle.

Ces mensonges ne sont pas gratuits ; ils ne sont pas le fruit d'une ignorance. Il servent une idéologie : le mondialisme. Dans un remarquable opusculé, Bernard Notin a écrit :

Après la guerre, nous vécûmes dans une période de croissance économique, les « 30 glorieuses », temps paisible pour libérer de l'utopie, car il est plus facile d'élaborer intellectuellement un projet de société idéale lorsque les seules résistances sont les limites de l'imagination⁴¹.

Cette société idéale, c'est une société loin des réalités humaines et naturelles, une société sans frontières, sans races, sans Dieu, une société matérialiste où le seul repère est l'argent avec lequel on achète des biens de consommation. « *Ces années fric*, peut-on lire dans le mensuel *Vérités*, *ont profondément modifié les mentalités, les comportements, les rapports entre Français : l'argent-roi a supplanté toutes les autres valeurs, instituant à son image*

⁴¹ Voy. B. Notin, *La pensée en Uniforme* (Héritage Européen, vol. 7, 1996), p. 128.

*un monde virtuel aux convenances de papier. Au point d'en oublier les bases même de notre vie communautaire*⁴² ».

Mais voilà : les réalités de la Nature continuent d'exister, même si l'homme feint de les oublier. Et un jour :

les projets utopiques butent sur des limites, des résistances : l'existence d'une nature humaine, soumise à un ensemble de déterminations ; l'existence d'une société concrète avec ses conventions, ses servitudes, impossibles à défaire au gré des fantasmes⁴³.

En Europe, ces limites sont atteintes depuis plusieurs années déjà. A sein des peuples, la colère monte ; les citoyens en ont assez de l'immigration sauvage, de l'insécurité, de la précarité etc. Ce mécontentement se manifeste, notamment en France, en Allemagne, en Autriche et en Italie, par la montée des partis nationalistes, partis qui offrent une réelle alternative aux systèmes en place.

Alors, poursuit Bernard Notin :

viennent les périodes dangereuses. Pour réaliser leurs fins ultimes, les agitateurs sacerdotaux n'hésitent pas à promouvoir la tyrannie et à engendrer la violence, seul moyen pour essayer d'imposer l'impossible [*Id.*].

Cette tyrannie aujourd'hui est réalisée par le biais de lois qui permettent de ruiner les mal-pensants et, même, de les condamner à de la prison. Parmi elles, citons les lois antiracistes dite « loi Pleven » et « loi Fabius-Gayssot » si bien décrites par Maître Eric Delcroix⁴⁴.

La République étant fondée sur certains mythes issus de la Seconde Guerre mondiale (mythes résistancialistes pour la

⁴² Voy. *Vérités*, n° 109, juin 1997, p. 1.

⁴³ Voy. B. Notin, *La pensée en Uniforme*, p. 128.

⁴⁴ Voy. « Description, analyse et critique de la loi du 1er juillet 1972, dite « antiraciste » » in *La Francophobie* (Éditions Libres Opinions, 1993).

plupart...), nos gouvernants ont fait voter une loi (dite «loi Gayssot») qui interdit toute révision des tabous historiques imposés par les vainqueurs de 1945.

Outre l'adoption de textes repressifs, les autorités ont choisi de rappeler sans cesse les « heures les plus sombres de notre Histoire ». Ainsi que l'a fait remarquer Bernard Notin :

Sans reviviscence, la désagrégation d'une doctrine et de son appareil d'inculcation est inévitable. D'où la multiplicité d'opérations tournées vers le « faire savoir »⁴⁵.

Les différents procès organisés contre des vieillards accusés de « crimes contre l'humanité » font partie de ces opérations. Ils permettent de créer, pendant plusieurs semaines, à la télévision, à la radio, dans les journaux et dans les écoles, une agitation en faveur de la Mémoire. Or, cette Mémoire vise surtout l'excécration des doctrines fascistes nées au XXe siècle et, à travers elles, de ces notions aussi évidentes que sont le sol, la tradition, le métier, l'identité.

Barbie, Touvier, Papon ne sont que des prétextes ; en les jugeant, les lobbies mondialistes œuvrent afin de dissoudre les nations. Aujourd'hui il nous appartient de dénoncer l'hypocrisie et le caractère pernicieux de toutes ces manifestations en faveur de la Mémoire. Pour cela, notre meilleure arme reste la vérité historique. Il nous appartient de clamer : vous prétendez juger au nom de la Justice, mais la Justice exige avant tout la Vérité. Or, depuis un demi-siècle, vous mentez. Vous n'avez jamais cessé de mentir. Vous avez menti sur Katyn, vous avez menti (et vous mentez toujours) sur Auschwitz, vous mentez sur Pétain, vous mentez sur Vichy, vous mentez sur le sort des Juifs en Europe de 1933 à 1945. Nous ne l'acceptons plus. Les jeunes générations ont droit à la Vérité. Cette Vérité ne surgira pas à la faveur de procès truqués, d'émissions orientées, d'expositions super-

ficielles et mensongères. Elle surgira lorsque chacun sera libre de mettre ses documents sur la table et de dire : jugez. Tant que les lois empêcheront l'expression de certaines thèses, l'Histoire ne sera que propagande au service des vainqueurs, une propagande orchestrée pour l'édification d'un monde utopique que nous refusons.

Cette brochure est diffusée par :

Postbus 60
B-2600 Berchem 2
 (Antwerpen)

België

⁴⁵ Voy. B. Notin, *La pensée en Uniforme*, p. 51.